



ALLIANCE
SAHEL

Rapport de résultats **3 ans de l'Alliance Sahel**





Table des matières

PRÉFACE	P. 4
INTRODUCTION	P. 5
PRÉSENTATION	P. 6
—— La région du G5 Sahel, entre potentiels et défis	P. 7
—— L'Alliance Sahel	P. 7
—— Des relations et un dialogue renforcés avec le G5 Sahel dans le cadre du nexus sécurité-paix-développement	P. 11
—— Une coordination active des partenaires dans les 5 pays	P. 14
—— Au coeur de l'action : les zones d'interventions prioritaires	P. 14
—— Des projets de développement répondant aux priorités du G5 Sahel	P. 17
ANALYSE DES RÉSULTATS SUR 3 ANS - QUELS IMPACTS ?	P. 22
—— Analyse de la mise en œuvre des projets	P. 23
—— Quels changements dans la vie des populations ?	P. 26
CONCLUSION ET PERSPECTIVES FUTURES	P. 48
MOT FINAL	P. 50

Préface

L'Alliance Sahel est née, en 2017, pour apporter des réponses concrètes et collectives aux défis auxquels sont confrontées les populations du Burkina Faso, du Mali, de la Mauritanie, du Niger et du Tchad. Défis de plus en plus nombreux – des vulnérabilités sociales aux effets du changement climatique. Défis de plus en plus imbriqués, l'instabilité faisant le lit des désordres sécuritaires qui, en retour, viennent la renforcer. Défis accentués, bien sûr, par la crise sanitaire du Coronavirus et ses conséquences dans tous les domaines. Pour briser la spirale de la violence et du désespoir, il était urgent de fédérer les énergies, les moyens et les bonnes volontés. Nous y travaillons ensemble depuis trois ans, en lien étroit avec les autorités centrales et locales. Cette mobilisation renforcée porte ses fruits : sur le terrain, en particulier dans les zones les plus fragiles, l'aide arrive plus vite et donne de premiers résultats concrets, dont le présent rapport fournit des exemples encourageants. Au cours de ces trois années, l'Alliance n'a cessé de se développer. Elle rassemble désormais 24 partenaires et bailleurs, membres de plein droit ou observateurs. De nouveaux acteurs ont manifesté leur intention de

nous rejoindre. Pour le Secrétariat exécutif du G5 Sahel, elle fait aujourd'hui figure d'interlocuteur privilégié et de partenaire majeur, ce dont témoignent les 266 M€ que nous avons apportés au financement du Programme de développement d'urgence. En février 2020, notre première Assemblée générale s'est tenue à Nouakchott. Nous y avons pris des engagements forts pour accroître encore notre dialogue politique et technique avec les pays du G5 et mettre en œuvre, dans les zones vulnérables, une approche territoriale intégrée, c'est-à-dire fondée sur une meilleure association des autorités politiques et administratives, des forces de sécurité, des humanitaires et des sociétés civiles aux projets portés par agences de développement.

Nous devons maintenant aller plus loin, en articulant plus étroitement encore nos efforts avec les impératifs de lutte contre les groupes armés, de renforcement des forces de sécurité nationales et de déploiement des Etats sur l'ensemble des territoires. Face à des terroristes prêts à jouer la stratégie du chaos, les acteurs de la sécurité, des services publics, de l'humanitaire et du développement doivent agir main dans la main pour construire, ensemble, un Sahel de paix et

de stabilité. C'est l'objectif de la Coalition internationale pour le Sahel, qui a vu le jour cette année, suite au Sommet de Pau.

A la tête de notre Alliance, l'Espagne aura donc fort à faire. Elle pourra compter sur le concours de notre Unité de coordination et de la présidence allemande du Comité de pilotage opérationnel, ainsi bien sûr que sur l'engagement de la France. Forte de ces premiers succès, forte de ce dynamisme et forte de cette gouvernance renouvelée, l'Alliance a maintenant toutes les clefs pour concrétiser pleinement l'ambition qui est la sienne depuis trois ans : arracher les populations du Sahel à l'urgence et leur rendre, dans la durée, de véritables perspectives d'avenir.

M. Le Drian

JEAN-YVES LE DRIAN
MINISTRE FRANÇAIS
DE L'EUROPE ET
DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES



Introduction

Au cours de ses trois années d'existence, l'Alliance Sahel s'est considérablement développée, devenant une plate-forme de coordination opérationnelle et unique. Lancée par les trois membres fondateurs que sont l'Union Européenne, la France et l'Allemagne, elle n'a cessé de se développer, rassemblant aujourd'hui treize partenaires au développement et représentant un portefeuille de 17,1 milliards d'euros (31/12/2018). L'Alliance s'est développée pour devenir l'initiative centrale de coordination et de dialogue politique en matière de développement pour les pays du G5 Sahel, créant ainsi un espace important d'échange sur les meilleures pratiques, l'action commune et l'innovation. Par ailleurs, l'Alliance Sahel travaille sur le terrain, apportant des améliorations tangibles pour la population de la région du Sahel.

Le présent rapport met en lumière l'impact de l'Alliance et fournit des informations sur une sélection de projets.

Les politiques de développement restent cruciales pour s'attaquer aux causes profondes et aux effets des conflits actuels qui ne peuvent être résolus ou atténués par la seule intervention militaire. Elles sont essentielles pour fournir une assistance rapide aux segments les plus vulnérables de la société et pour répondre à la nécessité d'une meilleure gouvernance et d'une décentralisation. Les politiques de développement contribuent à rétablir la participation et la confiance de la population, à améliorer les infrastructures et l'accès aux services de base tels que la santé, l'eau et l'éducation. Elle crée des emplois et des opportunités pour les jeunes et les populations croissantes du Sahel, tout en soutenant

durablement de l'agriculture qui nourrit et fournit des revenus à de larges segments de la société. Ce sont là des questions sur lesquelles Alliance Sahel travaille depuis le début. Les gouvernements, les autorités locales et la société civile des pays du G5 doivent relever en priorité les défis auxquels ils sont confrontés. Ils ne peuvent être relevés par la seule communauté internationale.

En outre, les pays du G5 doivent mettre en œuvre des réformes essentielles. En ce qui concerne la gouvernance, il s'agit par exemple de l'instauration d'une décentralisation réelle et de politiques de lutte contre la corruption. Si les partenaires au développement et le G5 travaillent ensemble, nous pouvons faire une réelle différence et donner aux jeunes du Sahel une perspective positive pour leur avenir.

5

CHRISTOPH RAUH

*DIRECTEUR AFRIQUE AU MINISTÈRE FÉDÉRAL
ALLEMAND DE LA COOPÉRATION ÉCONOMIQUE ET
DU DÉVELOPPEMENT – PRÉSIDENT DU COMITÉ DE
PILOTAGE DE L'ALLIANCE SAHEL*



Présentation



La région du G5 Sahel, entre potentiels et défis

La région du G5 Sahel (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Tchad) est porteuse d'un fort potentiel, dotée de ressources humaines, culturelles et naturelles abondantes, offrant des opportunités de croissance rapide. La région est par ailleurs dotée d'un patrimoine culturel et physique remarquable, comprenant notamment le parc national du banc d'Arguin, le massif de l'Ennedi, la bibliothèque historique de Tombouctou... Sur le plan des ressources naturelles, le Sahel abrite certains des plus grands aquifères du continent, ainsi que des eaux de surface importantes comme le lac Tchad et le fleuve Niger. La région est dotée de pétrole, gaz naturel, or, fer ... Ces ressources constituent une opportunité importante pour la diversification économique, le développement des chaînes de valeur et des moyens de subsistance des habitants. La région jouit

également d'un grand potentiel d'énergie renouvelable, notamment solaire et éolienne, encore largement sous-exploité. Malgré ces atouts, le Sahel reste l'une des régions les plus pauvres, confrontée à la fois à des enjeux sécuritaires et à de fortes vulnérabilités économiques, sociales et environnementales. Près de la moitié de la population sahélienne vit avec moins de 1,25 dollars par jour et les pays de la région sont classés parmi ceux ayant l'indice de développement le plus bas. Depuis plusieurs années, les cinq pays sont confrontés en divers endroits de leurs territoires à des crises multiformes et des menaces sécuritaires qui entravent la paix et le développement durable de la région. Pour coordonner leurs actions et proposer une réponse régionale aux différents défis, les chefs d'État de la région ont créé en 2014 le G5 Sahel, un cadre intergouvernemental de coopération.



L'Alliance Sahel

Conscients que les crises trouvent pour une grande part leurs racines dans la pauvreté, les injustices et le manque de services essentiels, plusieurs bailleurs de fonds ont décidé de fédérer leurs actions, avec la volonté d'accompagner les efforts de stabilisation et de développement à long terme des pays du G5 Sahel, et d'atteindre tout particulièrement les zones périphériques et délaissées. L'Alliance Sahel a été lancée en 2017 par la France, l'Allemagne et l'Union Européenne. L'initiative associe à présent

13 partenaires au développement multilatéraux et bilatéraux. Son objectif premier est d'appuyer les pays du G5 Sahel pour apporter une réponse coordonnée, conjointe, adaptée, et efficace aux défis auxquels ils doivent faire face. L'Alliance Sahel n'est pas une nouvelle organisation ni une enceinte de plaidoyer financier, mais un mécanisme de renforcement de la coordination des partenaires pour une aide plus rapide, plus efficace et ayant davantage d'impacts.

L'Alliance Sahel en bref

6 secteurs prioritaires



**ÉDUCATION ET
EMPLOI
DES JEUNES**



**AGRICULTURE,
DÉVELOPPEMENT
RURAL ET
SÉCURITÉ
ALIMENTAIRE**



ÉNERGIE



**DÉCENTRALISATION
ET SERVICES DE
BASE**



GOVERNANCE



**SÉCURITÉ
INTÉRIEURE**

4 thématiques transversales



GENRE



JEUNESSE



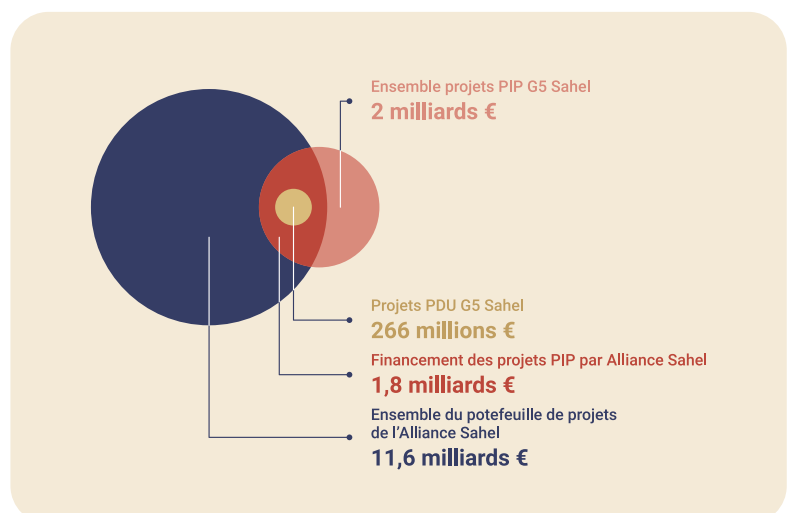
CLIMAT



SECTEUR PRIVÉ

Engagements financiers au 31/12/2018*

Les membres financent dans la région plus de 800 projets labellisés Alliance Sahel. Ces projets sont en cours de réalisation ou en instruction, pour un montant total de 17,1 milliards d'euros, avec un reste à verser de 11,6 milliards d'euros. Les membres de l'Alliance ont par ailleurs investi en 2018 près de 1.9 milliard d'euros dans les pays du G5 Sahel.



* ces données sont en cours d'actualisation

Mise en oeuvre des projets: état des lieux*

NOMBRE DE PROJETS PAR SECTEUR PRIORITAIRE

	Education et emploi des jeunes	Agriculture, développement rural et sécurité alimentaire	Accès à l'énergie	Gouvernance	Décentralisation et services de base	Sécurité intérieure	Transectoriel	TOTAL
Projets en instruction	22	31	30	23	42	6	0	154
Projets en cours	75	186	48	113	194	38	8	662
Projets clôturés	5	14	3	19	16	7	0	64
TOTAL	102	231	81	155	252	51	8	880

ENGAGEMENT FINANCIERS (EN MILLIONS €)

	Education et emploi des jeunes	Agriculture, développement rural et sécurité alimentaire	Accès à l'énergie	Gouvernance	Décentralisation et services de base	Sécurité intérieure	Transectoriel	TOTAL
Projets en instruction	608	879	884	956	690	142	0	4 159
Projets en cours	979	3 246	1 726	1 507	4 812	268	30	12 568
Projets clôturés	10	59	43	171	112	5	0	400
TOTAL	1 597	4 184	2 654	2 634	5 614	415	30	17 126

RESTE À VERSER (EN MILLIONS €)

	Education et emploi des jeunes	Agriculture, développement rural et sécurité alimentaire	Accès à l'énergie	Gouvernance	Décentralisation et services de base	Sécurité intérieure	Transectoriel	TOTAL
Projets en instruction	608	879	884	956	690	142	0	4 158
Projets en cours	531	2 014	1 265	657	2 836	155	7	7 465
Projets clôturés	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	1 139	2 893	2 149	1 613	3 525	297	7	11 623

* au 31/12/2018
(chiffres en cours d'actualisation)

L'Alliance Sahel compte 13 membres de plein exercice*



LES ENGAGEMENTS DES MEMBRES DE L'ALLIANCE SAHEL

- Souscrire aux principes fondateurs et axes prioritaires de l'Alliance énoncés en juillet 2017.
- Inscrire leurs actions en complémentarité et synergie avec les priorités du G5 Sahel, tant dans le dialogue renforcé avec le Secrétariat exécutif du G5 Sahel et les autorités des pays du G5, que dans la mise en œuvre des projets sur le terrain.
- Intégrer au portefeuille des programmes et projets labellisés dans les 6 secteurs prioritaires et les 4 thématiques transversales de l'Alliance Sahel. Les membres sont engagés dans un exercice collectif de redevabilité mutuelle et d'efficacité de l'aide, et participent régulièrement à la remontée des résultats et à la collecte des données.
- Promouvoir les synergies entre partenaires à travers des cofinancements et facilités de financement conjointes.

10

L'ACTION DES MEMBRES EST GUIDÉE PAR QUATRE PRINCIPES CLÉS



Ciblage

des actions sur 6 secteurs prioritaires.



Redevabilité mutuelle

entre partenaires sur des objectifs partagés.



Nouveaux modes d'action

plus innovants et plus flexibles.



Zones fragiles & vulnérables

font l'objet d'un engagement particulier.

* au 31/10/2020

L'ALLIANCE SAHEL COMPTE 11 MEMBRES OBSERVATEURS*



Les membres observateurs participent aux réunions décisionnelles de l'Alliance Sahel ainsi que dans les travaux et activités des groupes sectoriels et thématiques, y compris sur le terrain dans les pays du G5. Cependant, ils n'intègrent pas leurs projets de développement au portefeuille labellisé et suivi par l'Alliance.

Des relations et un dialogue renforcés avec le G5 Sahel dans le cadre du nexus sécurité-paix-développement

Consultés régulièrement tout au long de la construction du cadre conceptuel de l'Alliance Sahel dès 2017, les cinq pays et le Secrétariat Permanent du G5 Sahel ont partagé de façon continue leurs priorités et préoccupations communes. Si le G5 Sahel et l'Alliance Sahel partagent des objectifs de développement, leur fonctionnement et leurs prérogatives se complètent plus qu'ils ne se juxtaposent.

Alliance Sahel & G5 Sahel signent à Niamey un protocole de partenariat pour renforcer les efforts conjoints menés en réponses à la crise multidimensionnelle.

06/12/2018

Tenue de l'Assemblée Générale de l'Alliance Sahel à Nouakchott en marge du Sommet des Chefs d'Etat du G5 Sahel.

30/10/2018

La Conférence des donateurs du Plan d'Investissement Prioritaire (PIP) du G5 à Nouakchott a souligné la pertinence du partenariat. Les membres de l'AS contribuent pour 1,3 milliards € au PIP, dont 266 millions pour le Programme de développement d'urgence (PDU).

25/02/2020

* au 31/10/2020

Dès 2018, l'Alliance Sahel a encouragé un dialogue spécifique avec chaque pays du G5 dans le domaine du développement. Ce cadre de dialogue renforcé AS – G5 soutient en premier lieu un effort accru de coordination opérationnelle, l'identification de localités et zones d'intervention prioritaires, la recherche de cofinancements, la mise en place de nouveaux instruments financiers, l'adaptation des modes et procédures d'intervention, l'accompagnement de réformes de politiques publiques... La première Assemblée Générale de l'Alliance Sahel qui s'est tenue le 25 février 2020 à Nouakchott, en marge du Sommet des chefs d'Etat du G5, a déclaré: « Instaurer un dialogue sur les réformes de politiques publiques dans un esprit de redevabilité

mutuelle. Afin de s'assurer la cohérence de complémentarité et de l'efficacité du cadre de dialogue, les membres et observateurs de l'Alliance travaillent en liaison étroite avec le Secrétariat Exécutif du G5 Sahel. Ils veillent ensemble à soutenir les priorités identifiées par la feuille de route de la présidence en exercice. En ce sens, accélérer l'identification des zones prioritaires où pourront être mis en œuvre les principes d'intervention du Cadre d'Actions Prioritaires Intégré du G5 Sahel (CAPI) et son Plan d'urgence, est primordial pour tendre vers des résultats tangibles ». Le Comité de Pilotage Opérationnel de l'Alliance Sahel du 24 juin 2020, auquel ont pris part le Secrétaire Exécutif du G5 et la présidence en exercice du G5 Sahel,

visait notamment à faciliter la priorisation des actions dans les zones fragiles, essentiellement à travers l'approche territoriale intégrée (ATI), à promouvoir de nouveaux instruments financiers (facilités, trust fund) et des procédures adaptées, à établir un dialogue renforcé avec le G5 Sahel et à définir les modalités d'articulation de l'Alliance Sahel avec la Coalition pour le Sahel et le Partenariat pour la sécurité et la stabilité au Sahel (P3S) dans le cadre du nexus sécurité-paix-développement.

Co-construire une dynamique globale au Sahel

12

L'Alliance Sahel intervient avec le G5 Sahel en tant que co-acteurs du pilier 4 (aide au développement) de la Coalition pour le Sahel. Cette initiative globale a été annoncée lors du sommet de Pau le 13 janvier 2020, par les chefs d'Etats de la France, du Burkina Faso, du Mali, de la Mauritanie, du Niger et du Tchad, en présence du Secrétaire général des

Nations Unies, du président du Conseil européen et du Haut représentant de l'Union européenne, du président de la Commission de l'Union africaine et de la Secrétaire générale de la Francophonie. La Coalition pour le Sahel veut donner une réponse plus collective aux défis de la région sahélienne, en rassemblant les actions conduites par les Etats du G5 Sahel et leurs partenaires internationaux.

L'objectif est d'en faire à l'échelle régionale, une action cohérente, qui englobe l'ensemble des leviers et des acteurs impliqués au Sahel, qu'ils portent sur les questions sécuritaires, politiques ou de développement. Cette initiative propose un nouveau cadre à l'action internationale, à travers quatre piliers complémentaires, qui disposent chacun de leur pilotage propre.



Les piliers de la Coalition

coalition-sahel.org

1

**LUTTER CONTRE LES
GROUPES ARMÉS
TERRORISTES**

2

**RENFORCER LES
CAPACITÉS DES
FORCES ARMÉES DES
ÉTATS DE LA RÉGION**

3

**SOUTENIR LE RETOUR
DE L'ÉTAT ET DES
ADMINISTRATIONS
SUR LE TERRITOIRE**

4

**AIDER AU
DÉVELOPPEMENT**
COORDINATION PAR LE G5
SAHEL ET L'ALLIANCE SAHEL

POUR UNE APPROCHE MULTISECTORIELLE

L'engagement du Groupe de la Banque mondiale au Sahel atteindra US\$8,5 milliards grâce aux ressources mobilisées au travers de l'Association Internationale de Développement pour la période 2020-2023. En augmentation de plus de 2 milliards par rapport au précédent cycle Association internationale de développement (IDA), elle s'inscrit dans le cadre de la stratégie Fragilité, Conflits, Violence récemment adoptée. Ce programme ambitieux visera d'une part à investir dans la prévention des conflits et la résilience, répondre à la crise sécuritaire, sanitaire, économique et climatique en cours et d'autre part, à engager les réformes structurelles et les investissements nécessaires pour permettre une transformation économique et la création d'emplois. Les principes d'interventions sur lesquels s'appuie ce programme sont : Accroître la mobilisation des ressources auprès des gouvernements, du Groupe de la Banque mondiale, d'autres partenaires, du secteur privé et d'autres acteurs non étatique ; Nous concentrer sur un certain nombre de priorités limitées susceptibles de produire des résultats tangibles pour la population d'ici 2023, préparer les priorités thématiques critiques à développer / poursuivre / approfondir au cours des 2 prochains cycles de l'IDA afin de poser les jalons de réformes clés pour la transformation économique à moyen et long terme ; Augmenter notre vitesse d'exécution pour un impact plus rapide et efficace. L'approche multisectorielle et territoriale, quant à elle, repose sur une forte volonté d'adapter notre modèle opérationnel afin d'obtenir des résultats plus rapides et pérennes, à la fois dans les zones déjà affectées par la violence mais aussi dans les zones encore épargnées mais sous pression et soumises à des risques d'extension des conflits

à court et moyen terme (zones de prévention). Cette approche s'organisera autour des trois axes suivants : Mieux comprendre les dynamiques de conflit, grâce (i) à des outils analytiques, tel que l'Évaluation des risques et de la résilience (RRA) et un investissement dans la recherche opérationnelle, et (ii) une coopération avec les membres du G5 et l'Alliance Sahel en vue d'une actualisation fréquente de la liste des "zones fragiles" (en conflit ou de prévention) ; Ensuite, recalibrer les projets en cours de mise en œuvre pour les réorienter rapidement vers les zones fragiles, dans le cadre d'une intervention multi-bailleurs, en consultation avec les acteurs de la sécurité et les humanitaires. Il s'agit en quelque sorte de répliquer à l'échelle ce que nous avons collectivement réalisé dans le centre du Mali dans la ville de Konna, en réorientant des projets existants vers des besoins précis, en collaboration étroite avec le gouvernement, les élus locaux, les communautés, les partenaires de l'Alliance Sahel et les forces de sécurité nationales et internationales. Enfin, mettre en place des instruments d'intervention en adéquation avec le développement de projets d'urgence multisectoriels pour investir dans la prévention des conflits et la résilience des communautés, territoires et groupe vulnérables, afin d'avoir à grande échelle un impact rapide et mesurable pour les populations dans les zones fragiles. Cette approche nécessitera de maximiser l'usage des flexibilités offertes par les procédures internes pour une réactivité adaptée à la complexité et la volatilité des situations. L'objectif est en fait de mettre en œuvre ces opérations dans le cadre d'une bonne coordination au sein de l'Alliance et avec les acteurs de la sécurité et de l'action humanitaire.

SOUKEYNA KANE
DIRECTRICE DES OPÉRATIONS DE LA BANQUE MONDIALE POUR LE
MALI, LE BURKINA FASO, LE NIGER ET LE TCHAD



Une coordination active des partenaires dans les 5 pays

Les activités et projets locaux dans les pays du G5 sont essentiels dans le travail de coordination de l'Alliance Sahel. Un dispositif dédié a été mis en place dans chacun des pays. Les représentants locaux des membres de l'Alliance Sahel ont nommé des porte-paroles parmi eux qui coordonnent le réseau des membres de l'Alliance Sahel et le représentent à l'extérieur. Les points focaux nationaux G5 (CNC) sont des interlocuteurs clés dans chacun des 5 pays. Depuis 2020, les porte-paroles sont secondés par des experts de liaison de l'Unité de coordination de l'Alliance Sahel, qui

les assistent dans le suivi et la mise en œuvre d'activités destinées à accroître la coordination et l'efficacité des projets. Les partenaires au développement élaborent, avec les autorités locales et nationales, des stratégies adaptées d'intervention dans les zones fragiles, qui associent l'ensemble des acteurs concernés. L'Unité de coordination de l'Alliance Sahel apporte son soutien à la dynamique d'opérationnalisation sur le terrain, notamment dans la collecte de données liées aux projets et l'élaboration de cartes.

Au coeur de l'action : les zones d'interventions prioritaires

14

Identifier des zones prioritaires d'intervention en concertation avec les pays du G5 est actuellement un axe de travail majeur de l'Alliance.

PLUSIEURS OUTILS CLÉS

Le **Cadre d'actions prioritaires intégré (CAPI)**, adopté lors du Sommet du G5 Sahel de février 2020, constitue un document de référence pour la programmation des bailleurs dans les zones transfrontalières fragiles. Il plaide en faveur d'actions concrètes, réalistes et flexibles, à résultats rapides et mesurables, dans le cadre de l'opérationnalisation du nexus sécurité-stabilisation-développement. Le CAPI entérine en particulier l'identification de Zones d'intervention prioritaires (ZIP), dans lesquelles doivent se concentrer les efforts et les mesures spécifiques à prendre et il se décline en un Plan d'urgence intégrant le **Programme de Développement d'Urgence (PDU)**.

En cohérence avec les principes d'actions prescrits par le CAPI, les membres de l'Alliance Sahel œuvrent également à la

mise en place effective de l'**Approche territoriale intégrée (ATI)**. Celle-ci vise à assurer une coordination des actions sécuritaires, humanitaires et de développement pour répondre aux causes profondes de la crise à l'échelle des territoires. Elle a pour double objectif (i) de répondre aux urgences et soutenir la résilience des populations et (ii) d'investir dans la prévention dans les zones à risque. Elle prévoit l'adaptation des modes d'actions selon les contextes et selon une typologie des zones d'intervention. Enfin, cette approche promeut la sécurisation de ces zones, le retour de l'Etat, de la justice et des services essentiels, la restauration de la confiance des populations. La définition des espaces prioritaires doit faire l'objet d'un consensus avec les pays du G5, en associant pleinement et étroitement l'échelon territorial et les acteurs qui interviennent sur le terrain.



Identifier des actions réalistes, flexibles et mesurables dans les zones fragiles

Apporter un changement réel au Sahel nécessite un engagement ciblé à long terme, capable de répondre simultanément aux besoins les plus urgents de la population. La tâche est considérable. Les différentes crises qui sapent les progrès dans cette vaste région sont profondément enracinées et imbriquées, ce qui nécessite une réponse cohérente, efficace et coordonnée, axée sur les zones fragiles et prioritaires.

Conscient de ces défis, le Comité de pilotage (COPI) de l'Alliance Sahel a décidé en début d'année 2020 de s'engager à apporter une réponse appropriée. Afin d'identifier les zones fragiles et prioritaires, un défi en soi, différents outils sont entrés en jeu, notamment le Cadre d'actions prioritaires intégré (CAPI), l'Étude sur l'évaluation du risque et de la résilience au Sahel de la Banque mondiale (RRA Sahel) et la Plateforme d'analyse, de suivi et d'apprentissage au Sahel (PASAS). Le CAPI se distingue par le fait qu'il a reçu le soutien politique des pays du G5 Sahel et qu'il est le résultat d'un partenariat étroit entre ces pays et l'Union Européenne.

En février 2020, les chefs d'État du G5 Sahel, lors du sommet de Nouakchott, ont adopté le CAPI en vue d'identifier des actions réalistes, flexibles et mesurables dans les zones fragiles et d'élargir les interventions humanitaires. Son but n'est pas de remplacer la Stratégie pour le développement et

la sécurité (SDS) ou le Programme d'investissements prioritaires (PIP), mais de les compléter par un programme de projets à impact rapide. Le CAPI fournit une liste de «Zones d'intervention prioritaires» (ZIP) où des actions concrètes, flexibles et réalistes peuvent être entreprises afin d'obtenir des résultats rapides et mesurables, dans le cadre du Nexus Humanitaire-Développement-Paix. Les ZIP sont à leur tour prises en compte par le «Programme de Développement d'Urgence» (PDU), créé en juillet 2018 à la demande spécifique des chefs d'État des pays du G5 Sahel.

Dans le cadre du CAPI, les actions sont mises en œuvre selon une approche intégrée au niveau local et régional, couvrant quatre axes différents : sécurité, gouvernance et réconciliation, infrastructures et résilience, développement humain et action humanitaire. Ces actions sont toutes guidées par cinq principes : l'appropriation, la cohérence et la coordination, la subsidiarité, la mise en commun des ressources et la redevabilité.

De grands défis attendent la région. Nous ne doutons pas que sous la direction politique de la présidente de son Assemblée générale, l'Alliance Sahel pourra apporter des changements positifs et que des ressources telles que le CAPI seront facteurs de réussite et deviendront une référence pour le Sahel.

ANGEL LOSADA
REPRÉSENTANT SPÉCIAL DE L'UE POUR LE SAHEL



Agir sur les causes profondes de la vulnérabilité

16

L'Alliance Sahel et le G5 Sahel ont initié une collaboration constructive en vue d'atteindre leurs objectifs communs de développement. Afin de formaliser et de circonscrire le cadre de leur collaboration, d'en accroître l'impact et d'accélérer la mise en œuvre des projets communs, un Protocole d'accord de partenariat a été signé entre le Secrétariat exécutif du G5 Sahel et l'Unité de coordination de l'Alliance (UCA) le 30 octobre 2018. L'Accord vise à renforcer la coordination dans les zones de grande fragilité du G5 Sahel à travers la concrétisation rapide sur le terrain des projets financés par les membres de l'Alliance Sahel, de nature à mettre en valeur l'articulation des compétences différenciées des partenaires. Dans ce cadre, l'UCA a accompagné l'élaboration du Programme de développement d'urgence (PDU) ainsi que la mobilisation des fonds et le suivi de sa mise en œuvre. L'objectif général du PDU est d'agir sur les causes profondes de la vulnérabilité et améliorer les conditions de vie et la cohésion sociale des populations dans les zones fragiles transfrontalières du Sahel.

Ces zones correspondent aux trois fuseaux d'interventions de la Force conjointe du G5 Sahel, le fuseau Ouest (frontière Mali-Mauritanie), le fuseau Centre (Mali – Burkina Faso – Niger) et le fuseau Est (Niger – Tchad).

Il se décline en trois piliers d'intervention :

- Le renforcement de la résilience des populations vulnérables ;
- La prévention des conflits et le renforcement de la cohésion sociale.

Le bilan de mise en œuvre du PDU à ce jour, présente des résultats positifs malgré les immenses défis liés notamment à la coordination des acteurs, la lourdeur des procédures et le partage d'informations. En outre, dans le cadre de la mise en œuvre du Programme d'investissements prioritaires (PIP) suivant une approche territoriale intégrée, le G5 Sahel a mis au point le Cadre d'actions prioritaires intégré (CAPI). Le CAPI se veut un référentiel programmatique qui met l'accent sur des actions réalistes, intégrées, peu coûteuses et dont les impacts sont rapides et visibles.

Pour sa mise œuvre, un Plan d'urgence sur deux ans est élaboré. Il comprend vingt (20) actions prioritaires dont le besoin de financement s'élève à environ cinquante millions d'euros (50 M€). A cet effet, le Secrétariat exécutif du G5 Sahel nourrit beaucoup d'attentes par rapport à la mise en place d'une Facilité de réaction rapide pour le Sahel portée par le BMZ. Enfin, dans le cadre de l'animation du Pilier 4 de la Coalition pour le Sahel, la collaboration entre le Secrétariat exécutif du G5 Sahel et l'Alliance Sahel est appelée à se renforcer sur la base des orientations données lors de l'Assemblée générale de l'Alliance Sahel à Nouakchott le 25 février 2020.

- L'accès à l'eau et l'assainissement ;

MAMAN SIDIKOU
SECRÉTAIRE EXÉCUTIF DU G5 SAHEL



Des projets de développement répondant aux priorités du G5 Sahel

Les projets soutenus par les membres de l'Alliance Sahel s'alignent à la fois sur les plans de développement nationaux des 5 pays, mais également sur les cadres établis par le G5 Sahel. Deux initiatives majeures impulsent et rassemblent un large nombre de projets de développement:

Le Programme d'Interventions Prioritaires (PIP)

Dans le cadre de sa mission de développement et pour rendre durables les actions de sécurité dans la région, le G5 Sahel a élaboré en 2014 un Programme d'investissements prioritaires (PIP) composé de 40 projets régionaux, pour un coût de 2,4 milliards d'euros. Les projets du PIP concernent principalement les zones frontalières

du Sahel et illustrent la solidarité et la coopération entre ces pays qui ont choisi d'apporter une réponse régionale aux crises. Le PIP concerne principalement des initiatives d'infrastructures de désenclavement (routes, ponts, liaisons aériennes, extension de la couverture téléphonique), d'accès aux ressources (projets agro-hydrauliques, électrification)

et de gouvernance (inclusion des femmes, appui à la justice). Il comprend également un programme de stabilisation d'urgence à déployer dans les régions les plus vulnérables. La contribution des membres de l'Alliance Sahel au PIP est de 1,8 milliard d'euros.

17

Le Programme de Développement d'Urgence (PDU)

En 2018, les chefs d'Etat du G5 Sahel ont sollicité le Secrétariat permanent du G5 Sahel (SPG5 Sahel) pour lancer, en urgence, des projets à impact rapide: le Programme de Développement d'Urgence (PDU). Il cible les régions fragiles transfrontalières des trois fuseaux d'intervention de la Force Conjointe :

- Le fuseau Ouest (frontière entre la Mauritanie et le Mali)

- Le fuseau Centre (jonction entre le Mali, le Burkina Faso et le Niger)
- Le fuseau Est (frontière entre le Niger et le Tchad)

L'objectif est d'améliorer les conditions de vie et la résilience des populations vulnérables à travers notamment l'amélioration de l'accès à l'eau tout en facilitant la cohésion sociale et le règlement des conflits liés aux ressources naturelles.

À travers le PDU qu'ils financent à hauteur de 266 millions d'euros, les membres de l'Alliance ont montré leur capacité à s'engager dans la mise en œuvre de projets d'urgence dans des zones frontalières et de grande fragilité. Ils ont ainsi pu répondre à une demande très spécifique adressée par les Chefs d'Etat du G5 Sahel.

Améliorer l'accès à l'eau au Niger dans le cadre du PDU

Au Niger, moins d'une personne sur deux a accès à l'eau potable en milieu rural. Dans la zone du Nord Tillabéry et Ouest Tahoua, située le long de la frontière malienne, cette problématique est aggravée par des troubles sécuritaires importants qui provoquent de multiples déplacements de population et accentuent leur vulnérabilité. La composante hydraulique et assainissement, mise

en œuvre dans le cadre du Programme sectoriel eau, hygiène et assainissement (PROSEHA), s'inscrit dans le Programme de Développement d'Urgence (PDU) du G5 Sahel. Cette initiative pour l'accès à l'eau potable représente un montant de 10 millions EUR, cofinancé par l'Union européenne via le Fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique (8 millions EUR) et par le Royaume des Pays-Bas (2 millions EUR). Le projet vise à

permettre un meilleur accès à l'eau et à l'assainissement à quelques 120 000 bénéficiaires directs réparties dans 5 départements situés dans les 2 régions de Tillabéry et Tahoua.

RÉSULTATS VISÉS ET EN COURS D'ATTEINTE PAR LE PROJET :

120 000

personnes seront
nouvellement
desservies en eau
potable ;

32

ouvrages
hydrauliques
construits et/ou
réhabilités ;

24

ouvrages
hydrauliques
pastoraux
construits et/ou
réhabilités ;

217

latrines
réalisées dans les
écoles, centres de
santé et/ou lieux
publics.



Soutenir et encourager le secteur privé au Sahel

La prospérité et la croissance inclusive sont des facteurs déterminants pour assurer le développement durable, la paix et la stabilité. L'amélioration des conditions de vie et des aspirations des jeunes de la région du Sahel sont dès lors essentielles.

Les entreprises privées, créatrices d'emploi et subvenant aux besoins spécifiques des populations de par leur offre de produits et services jouent un rôle clé pour y parvenir. La pandémie de la COVID-19 a porté un coup dramatique à la situation déjà relativement précaire de ces entreprises au Sahel.

Dans ce contexte, tous les efforts sont nécessaires pour soutenir et encourager l'activité du secteur privé. Le Sahel est une région dynamique avec une population jeune et entreprenante, pleine de potentiel : un meilleur accès à la formation, au développement des compétences et un soutien à l'esprit d'entreprise peuvent déboucher sur des opportunités concrètes d'emploi pour les jeunes, leur redonnant confiance dans l'avenir. Le Sahel est également un grand marché dont le potentiel d'amélioration est considérable, pourvu que la compétitivité des

acteurs économiques soit renforcée, que plus d'industries se développent, et que l'investissement privé se diversifie (grâce à une amélioration du climat des affaires). Le Sahel dispose par exemple de niveaux d'ensoleillement importants qui pourraient soutenir une forte industrie de génération d'énergie propre et durable et devenir une source de revenus grâce à l'exportation.

L'investissement public seul ne suffit pas pour assurer la croissance durable et inclusive dont le Sahel a besoin. En tant que partenaires engagés dans la région, nous nous devons de soutenir les efforts des pays du Sahel pour améliorer le climat des investissements et des affaires, permettant au secteur privé de s'épanouir, et de participer pleinement au développement socio-économique des populations.

C'est pour cette raison que l'UE et la BEI ont choisi de lancer et de co-présider le groupe « secteur privé » au sein de l'Alliance Sahel en 2019. Nous sommes particulièrement heureux de pouvoir mener ces discussions, réflexions et potentielles actions dans un esprit commun d'échange et de coordination, avec l'ensemble des autres partenaires de l'Alliance Sahel et en étroite relation avec les partenaires sahéliens. L'objectif général du groupe est d'accorder une attention particulière au développement et au soutien du secteur privé afin d'appuyer son potentiel et décupler sa contribution

critique à la stabilisation et au développement de la région. À cette fin, le groupe accorde une attention particulière à la création d'emplois, l'accès au financement, l'inclusion économique et la croissance durable.

L'Alliance Sahel cherchera à renforcer l'esprit de collaboration constructive, en partageant les expériences et connaissances de chacun, en alignant les objectifs entre bailleurs afin de maximiser l'impact des ressources et d'éviter les duplications. Les membres de l'Alliance travaillent déjà activement au renforcement de l'environnement des entreprises, au soutien de l'accès au financement, à l'amélioration des infrastructures et au renforcement des capacités et des compétences techniques des PME et des jeunes entrepreneurs. Il est temps de capitaliser conjointement sur ces efforts.

Nous sommes heureux de constater le fort engagement des membres de l'Alliance Sahel dans le groupe, qui a déjà commencé à travailler et lancé des ateliers thématiques mensuels avec un premier atelier consacré à l'accès au financement dans les pays du Sahel, lequel fut un réel succès. Nous tenons à les remercier vivement pour leur participation.

SANDRA KRAMER
DIRECTRICE DES RELATIONS UE-UA,
AFRIQUE OCCIDENTALE ET ORIENTALE,
UNION EUROPÉENNE



MARIA SHAW-BARRAGAN
DIRECTRICE DÉPARTEMENT PAYS
PARTENAIRES TIERS - OPÉRATIONS
AFRIQUE, CARAÏBES, PACIFIQUE, ASIE
ET AMÉRIQUE LATINE





La nécessité de partenariats renforcés et innovants

Au nom du Président du groupe de la Banque africaine de développement, Dr. Akinwumi A. Adesina, nous nous félicitons de ce rapport triennal de l'Alliance Sahel. En tant que membre fondateur, la Banque africaine de développement (BAD) a été activement impliquée dans l'Alliance Sahel depuis sa création en 2017 pour faire face ensemble aux crises multidimensionnelles et aux défis de développement auxquels est confrontée la région du Sahel. La Banque est à la tête du groupe de travail sur l'agriculture, le développement rural et la sécurité alimentaire, et co-dirige avec le Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas le groupe de travail sur le climat. La Banque participe aussi aux autres groupes de travail de l'Alliance Sahel.

Les défis et opportunités dans la région du G5 Sahel n'ont jamais été aussi importants, tout comme la nécessité de partenariats renforcés et innovants dans le cadre du nexus sécurité-humanitaire-développement. L'Alliance Sahel est dans cette perspective une plateforme pertinente pour accélérer la mise en œuvre concertée et les interventions de développement plus efficaces et plus agiles dans la région du Sahel. Seule une approche collective et coordonnée axée sur les synergies et la complémentarité pour des résultats inclusifs et durables dans l'ensemble du G5 Sahel, en particulier dans les régions les plus fragiles, permettra de soutenir la concrétisation d'un Sahel stable et prospère. Les facteurs de fragilité, de conflit et de violence sont complexes,

multidimensionnels, interconnectés, et en constante évolution. Par conséquent, les mesures de prévention et d'atténuation doivent en tenir compte. Elles doivent aussi être adaptées au contexte et à des environnements dynamiques lors de leur mise en œuvre, afin de mener à une transformation complète et durable. De nombreuses initiatives intéressantes existent: par exemple, la Banque déploie avec ses partenaires l'une de ses initiatives phares, Desert to Power. Celle-ci aide à accélérer le développement économique dans la région du Sahel grâce à la mise en œuvre de technologies solaires à l'échelle des besoins. Les interventions de la Banque soutiennent également la création d'emplois décents pour les jeunes par le biais de sa stratégie «Des emplois pour les jeunes en Afrique». En partenariat étroit avec le Comité Permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS), l'Alliance mondiale pour la résilience (AGIR) et d'autres partenaires de l'Alliance Sahel, la Banque met en œuvre deux programmes. Il s'agit du Programme de renforcement de la résilience à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle au Sahel (P2RS) et du programme d'Agriculture intelligente face au climat en Afrique (ACSA), fleuron de la stratégie «Nourrir l'Afrique». Ces deux programmes contribuent à réduire la pauvreté et à améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Sahel. La Banque prépare actuellement la deuxième phase du P2RS dans les pays du G5 avec l'ambition d'atteindre 3 000 000 bénéficiaires au cours de la période 2020-2025.

Grâce à des approches et des mécanismes innovants ainsi qu'à des partenariats solides, notamment avec la Commission Climat pour la région du Sahel, la Banque a tiré parti de ressources limitées pour soutenir la mise en œuvre de programmes clés de résilience au climat dans la région du Sahel.

Il s'agit notamment du financement et de l'assurance contre les risques climatiques, comme le Programme de financement des risques de catastrophes en Afrique (ADRFi), l'initiative de la Grande Muraille Verte, et des interventions qui contribuent à l'accès à des informations climatiques et météorologiques fiables et de haute qualité, dont le Sahel a tant besoin. La pandémie COVID-19 a frappé particulièrement durement les communautés les plus pauvres et les plus vulnérables, exacerbant les pressions antérieures. A nouveau, c'est dans ce cadre que les collaborations au sein de l'Alliance Sahel et avec d'autres partenaires (le HCR, l'OIM, le CICR, etc.), comptent pour des efforts concertés dans les projets de réponse à la COVID-19. Il s'agit de stimuler l'autonomisation économique des femmes au Sahel ainsi que d'autres interventions inclusives de renforcement des capacités et de résilience. Tous ces éléments constituent des contributions importantes pour améliorer la qualité de vie dans tout le Sahel. L'élan est bien là pour valoriser les opportunités et le potentiel important de la région. L'Alliance Sahel n'a jamais été aussi sollicitée au moment où nous soutenons collectivement les gouvernements du G5 Sahel pour atteindre rapidement un progrès socio-économique inclusif et écologique, améliorer les moyens de subsistance, lutter contre le changement climatique et renforcer la résilience des pays. La Banque africaine de développement est pleinement engagée à faire sa part. Ensemble, nous continuerons d'œuvrer pour un Sahel prospère, stable et résilient.

MARIE-LAURE AKIN-OLUGBADE
DIRECTRICE GÉNÉRALE DE LA RÉGION
AFRIQUE DE L'OUEST, BANQUE AFRICAINE
DE DÉVELOPPEMENT (BAD)



Analyse des résultats sur 3 ans. Quels impacts ?

22



Analyse de la mise en oeuvre des projets

Chaque organisation membre a la possibilité d'inclure dans le portefeuille de projets de l'Alliance Sahel, les projets de développement répondant aux critères suivants :

- Mis en œuvre dans les pays du G5 Sahel ;
- Relatifs à l'un des six secteurs clés de l'Alliance Sahel;
- Dont la mise en œuvre n'était pas achevée au 1er janvier 2017.

Les projets qui rentrent dans le portefeuille sont alors labellisés « Alliance Sahel ».



Portefeuille global AS	880 projets
	Engagement : 17,1 Md €
	Reste à verser : 11,6 Md €
Echantillon de projets inclus dans l'exercice de collecte et d'agrégation des résultats	507 projets
	Engagement : 9,8 Md €
	Reste à verser : 5 Md €

Pour plus de redevabilité, une base de données harmonisée des projets labellisés Alliance Sahel a été développée. Cet outil permet de réaliser un suivi détaillé des projets avec un focus particulier sur les décaissements déjà effectués ainsi que sur les prévisions de décaissements. Une mise à jour des données du portefeuille est effectuée annuellement pour suivre et analyser l'évolution des taux d'engagement et de décaissement et

permettre une transparence accrue auprès des pays du G5 Sahel, des bénéficiaires et des membres de l'Alliance. Par ailleurs, conformément à la Déclaration de Paris, les impératifs en termes de redevabilité mutuelle impliquent un alignement sur les stratégies et priorités des pays partenaires. Un partage accru de l'information et la définition d'un cadre commun facilitent la mesure des résultats obtenus.

Comment a été développée la méthode de suivi des projets ?

Les six groupes sectoriels ont été chargés d'élaborer une stratégie et de définir des objectifs communs par secteur prioritaire, ainsi que des indicateurs. La définition de ce cadre de résultats, axée sur un alignement avec les objectifs de développement durable, a été effectuée en quatre phases :

CONSULTATIONS G5 SAHEL

2018

Un processus de consultation avec les pays partenaires a été engagé afin de s'assurer de l'alignement des indicateurs sélectionnés par les groupes sectoriels avec les indicateurs de suivi utilisés par le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Tchad.

PROCESSUS INCLUSIF

2020

Un travail approfondi avec les partenaires du G5 sahel a été conduit de manière à produire des valeurs cibles pour les indicateurs en ligne avec les priorités et plans de développement de chacun des pays du G5 Sahel.

CADRE DE RÉSULTATS

juil. - déc. 2017

Elaboration d'un cadre de résultats par secteur.

2019

Les indicateurs ainsi que les différentes sources d'information disponibles ont pu être stabilisés et finalisés.

Le cadre de résultats validé contient:

- 25 indicateurs d'impacts nationaux
- 15 indicateurs dits « projets », correspondant à des indicateurs de résultats / produits/ extrants.

24

Comment ont été agrégés les résultats projets ?

Le but d'un exercice d'agrégation des résultats « projets » est de regrouper un ensemble de réalisations similaires sur le terrain pour un nombre de projets sélectionnés. L'exercice d'agrégation des résultats mené par l'Alliance Sahel s'est concentré sur 15 indicateurs dits « projets » inclus dans le cadre résultats Alliance Sahel ainsi que de 7 indicateurs « projets » supplémentaires. Il s'est fondé sur les principes suivants :

- Définir de manière précise les indicateurs à agréger et donc cibler le type de réalisations prises en compte ;
- Définir une méthode de collecte et d'encodage des données de réalisations concrètes sur le terrain ;

- Définir une méthode précise de traitement des risques de double comptage de manière à obtenir des chiffres fiables et non sur-estimés. Une méthode innovante basée sur la comparaison des coordonnées GPS précises des lieux de mise en œuvre des projets a ainsi permis de s'assurer que les réalisations rapportées par des projets différents ne pouvaient pas être

similaires. Tout autre élément contextuel permettant d'exclure les risques de double comptage ont été aussi pris en compte: le genre des bénéficiaires, le secteur dans lequel ils/elles travaillent, la mention d'une institution...

Au terme de l'exercice d'agrégation des résultats, pour le présent rapport, un échantillon de 507 projets à inclure dans l'exercice a pu être défini.

L'impératif de redevabilité

La nécessité que les acteurs pour le développement du Sahel recherchent la plus grande efficacité possible de leurs actions est d'autant plus grande en ces temps troublés par les défis multiformes. Cet impératif nécessite que celles-ci soient coordonnées mais aussi qu'il soit possible d'en faire un suivi afin de les analyser, d'en rendre compte aux principaux intéressés, et ainsi d'en optimiser l'impact.

La définition d'une réponse pertinente aux enjeux sahéliens implique donc une redevabilité de qualité de la part de tous. Chacun en est conscient mais la tâche reste ardue. La mise en place de l'Alliance Sahel et du G5 Sahel illustrent la volonté des acteurs

publics de conjuguer leurs efforts pour en améliorer les résultats. Il faut saluer ces initiatives qui, en mettant en commun leur expertise et leurs données projets, permettent une meilleure coordination de leurs actions de développement menées sur le terrain.

Leur réussite passe cependant aussi par un examen permanent et approfondi de ces actions et de leurs flux associés que seuls des outils indépendants sont capables de mener de manière objective.

Ce regard extérieur, basé sur une expertise locale, est l'essence même de la Chaire Sahel que la Ferdi a créée en 2018. Installée à Ouagadougou, elle est un outil indépendant et a pour objectif d'éclairer les décisions des acteurs publics et privés dans leur action pour la sortie de crise et pour le développement durable de la région. Ses travaux examinent la mise en œuvre des différents plans et politiques et leurs effets, avec pour objectif d'en

« Une réponse pertinente aux enjeux sahéliens implique une redevabilité réciproque et de qualité. »

renforcer l'impact sur les populations et dans les secteurs d'activité cibles (éducation, développement rural, santé, gouvernance/institutions).

Ceux qui connaissent le mieux les enjeux du Sahel restent les sahéliens eux-mêmes. C'est pourquoi la Chaire Sahel s'efforce de s'appuyer sur les capacités sahéliennes en matière de recherche et de production

de connaissance, et de travailler en étroite relation avec les administrations africaines et les partenaires de leur développement.

La Chaire Sahel n'est bien sûr qu'un maillon de la chaîne, mais un maillon que nous cherchons à rendre le plus utile possible en luttant contre le cloisonnement des acteurs, notamment par la mise en réseau d'experts d'horizons variés (chercheurs, militaires, diplomates, acteurs de la société civiles, etc.).

Le partenariat conclu entre la Chaire Sahel et l'Alliance Sahel en vue procéder à la collecte et à l'agrégation des résultats des projets du portefeuille Alliance Sahel prend ainsi tout son sens. Cet exercice

fondamental de redevabilité a ainsi permis de développer une méthode innovante en vue d'agrèger les résultats de plusieurs institutions et de mettre en lumière des avancées concrètes sur le terrain.

La redevabilité, exercice complexe mais ô combien nécessaire dans la recherche d'efficacité mais aussi de confiance avec les populations, est ainsi l'affaire de tous, et c'est collectivement et dans la transparence que les défis de cette région seront surmontés.

TERTIUS ZONGO
DIRECTEUR DE LA CHAIRE SAHEL DE LA FONDATION
POUR LES ÉTUDES ET RECHERCHES SUR LE
DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL (FERDI)



Quels changements dans la vie des populations ?

Pour l'ensemble des 507 projets retenus dans l'exercice de suivi-évaluation, l'ensemble des réalisations concrètes des projets ont été collectées. L'exercice a ainsi

permis de mettre en avant 648 réalisations concrètes et tangibles au vue des objectifs de l'Alliance Sahel sur le terrain et ce dans les 3 premières années de l'Alliance Sahel.

Éducation et emploi des jeunes



LE SAHEL EST L'UNE DES RÉGIONS LES PLUS JEUNES AU MONDE

La natalité reste forte dans les pays du G5 Sahel alors que l'espérance de vie augmente. Les quelques 50 millions de jeunes de moins de 30 ans représentent aujourd'hui presque 65% de la population totale de ces pays. Créer des opportunités économiques pour les populations et avant tout pour les plus jeunes est une priorité de l'Alliance Sahel. Cela passe par un accès accru à l'enseignement et aux opportunités d'emplois d'ici 2022.

26



Indicateur	Nombre de personnes ayant bénéficié de formations professionnelles et/ou d'initiatives de développement des compétences grâce au soutien des membres de l'AS.
Résultat	419 045

102 PROJETS « ÉDUCATION ET EMPLOI DES JEUNES » FONT PARTIE DU PORTEFEUILLE DE L'ALLIANCE.

64 projets ont été inclus dans l'exercice de collecte et d'agrégation des résultats. Les projets de ce secteur s'articulent autour de deux axes majeurs :

- Favoriser l'éducation de base. Les activités consistent en des travaux d'infrastructures scolaires, des supports sur lesquels reposent les enseignements, de la formation, et des incitations pour favoriser la scolarisation;

Améliorer l'insertion professionnelle des jeunes. Les activités portent principalement sur le renforcement du contenu et de la qualité des formations.

Quelques résultats clés atteints par les projets sur le terrain :

- **213 334** élèves nigériens ont été scolarisés au primaire;

- **1 874** salles de classe ont été construites, rénovées ou réhabilitées au Mali;

- **1 000** étudiants burkinabés ont reçu une aide financière pour financer le coût de leurs études;

- **50** écoles tchadiennes ont reçu **39 153** manuels scolaires et guides pédagogiques.



Investir dans l'employabilité des jeunes au Niger

PROJET D'APPUI À LA FORMATION ET À L'INSERTION PROFESSIONNELLE DES JEUNES FILLES ET GARÇONS DES RÉGIONS D'AGADEV ET ZINDER

Les bénéficiaires du projet sont en priorité les jeunes filles et garçons des régions d'Agadez et Zinder, âgés de 15 à 30 ans, ruraux et déscolarisés ou faiblement scolarisés. Le projet contribue à améliorer les conditions de vie des jeunes à travers le développement des compétences professionnelles et le renforcement de leur employabilité.

5 982 jeunes ont déjà bénéficié de formations techniques de courte durée, leur permettant de développer des compétences professionnelles les aidant à s'insérer dans le tissu économique local. Dans le cadre de la mise en œuvre de chaque action de formation, il a été établi un protocole de partenariat avec plusieurs maîtres d'atelier (MA). Le MA s'engage à offrir un emploi rémunéré, à au moins 50 % des jeunes qu'il a reçu en stage. A l'issue des formations, **3 206** jeunes ont été insérés professionnellement, dont **1 268** jeunes à travers un emploi salarié et **1 938** jeunes à travers l'auto-emploi.

« Avant, nous étions à la maison. Une organisation nous a formés pour pouvoir travailler. Nous avons appris à conduire et à réparer les véhicules. L'étude du code de la route nous est très utile. Avant, nous n'avions rien à faire. Maintenant nous avons une occupation dans notre vie. Mon souhait, c'est d'être engagé comme chauffeur par une organisation ou de me mettre à mon compte. »

IBRAHIM RABIOU, 20 ANS

« Nous sommes contentes de ce projet. Cela nous a apporté du soutien et permis d'être actives. Nous avons beaucoup progressé. Nous avons appris des techniques de travail [de coiffure]. Nous savons tout faire, des tresses, du tissage, poser des faux cils et des faux ongles. Ce que je souhaite maintenant, est de recevoir une subvention et ouvrir mon propre salon. »

FANNATOU OUMAROU, 28 ANS

-  NIGER
-  UNION EUROPÉENNE - MIS EN ŒUVRE PAR LA COOPÉRATION LUXEMBOURGEOISE (LUXDEV)
-  2016 - 2020
-  6 900 000 €
-  JEUNES



Soutenir le système éducatif tchadien au profit des élèves



PROJET D'AMÉLIORATION DE LA QUALITÉ DE L'ÉDUCATION DE BASE ET DE PROMOTION D'UNE GESTION DE PROXIMITÉ (PAQEPP)

Ce projet concerne 50 écoles de N'Djaména et Moundou et leurs périphéries, rassemblant **30 000** élèves. Il mobilise plusieurs partenaires et ONG autour du ministère de l'éducation nationale et de la promotion civique. Cette initiative favorise les bonnes pratiques en matière de gestion pédagogique et administrative des écoles afin d'améliorer la qualité de l'éducation de base et de promouvoir une gestion de proximité au Tchad.

Les **50** établissements scolaires bénéficiaires du projet reçoivent un appui à travers la distribution d'équipements et d'un renforcement des capacités des acteurs pédagogiques. **16** motos ont été distribuées aux inspecteurs pédagogiques, plus de **5 000** mobiliers scolaires (table-banc, bureaux enseignants et tableaux) ont été fabriqués et distribués aux écoles et environ **40 000** manuels scolaires et guides pédagogiques sont imprimés et distribués dans les 50 écoles. De plus, les travaux de construction de **123** nouvelles salles de classe, de réhabilitation de **100** anciennes salles de classe et de

construction de **221** cabines de latrine et de **17** points d'eau ont pu être démarrés.

En termes de renforcement des capacités, entre autres, **876** enseignants ont été formés en langue française, 2 sessions de formations des directeurs d'écoles ont été organisées et des centaines de membres des Associations de parents d'élèves (APE) ont bénéficié des formations relatives à la vie associative et à la gestion comptable.

Le projet apporte un appui à la déconcentration de la gestion du système éducatif tchadien afin d'améliorer la gestion des ressources et de la gouvernance des écoles dans les zones d'intervention. Dans ce but, une étude sur le phénomène de redoublement a été réalisée et mise à disposition des acteurs du système éducatif. Deux plans de rapports de rentrées scolaires et de fin d'années scolaires sont produits et en cours d'expérimentation dans le cadre d'amélioration de la gestion des ressources éducatives et de la planification. Un guide pédagogique d'une évaluation positive des élèves et un guide de prise en charge des élèves en difficultés scolaires

sont élaborés. Une « formation des formateurs » accompagnera le déploiement des guides dans les **50** écoles bénéficiaires.

	TCHAD
	AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT
	2017 - 2020
	6 000 000 €
	ÉLÈVES





Agriculture, développement rural et sécurité alimentaire



DEUX HABITANTS SUR TROIS VIVENT DE L'AGRICULTURE ET DE L'ÉLEVAGE

Avec de faibles rendements et la perte chaque année de plus du tiers des récoltes, la production agricole dans les pays du G5 reste fragile. Une situation aggravée par le changement climatique. La région doit donc impérativement développer une agriculture durable, résistante au changement climatique et susceptible d'attirer les demandeurs d'emploi pour réduire la pauvreté. Elle doit également réussir à gérer les conflits entre agriculteurs et éleveurs, facteur important de crise.

Indicateur	Hectares de terres bénéficiant de techniques de gestion durable grâce au soutien des membres de l'AS	Nombre de producteurs ou éleveurs ayant accès à des services de conseil pour la durabilité et la résilience de leurs activités	Nombre de km de couloirs de transhumance ou de pistes à bétail aménagés	Nombre de personnes ayant reçu une assistance alimentaire
Résultat	1 479 565	514 617	1 134	2 910 286

231 PROJETS « AGRICULTURE, DÉVELOPPEMENT RURAL ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE » FONT PARTIE DU PORTEFEUILLE DE L'ALLIANCE.

157 projets ont été inclus dans l'exercice de collecte et d'agrégation des résultats. Les projets portent principalement sur des activités visant à augmenter les rendements agricoles ainsi que des activités en renforcement des capacités des organisations paysannes et des filières. Dans le domaine de l'élevage, les activités consistent à apporter un soutien (sanitaire, alimentaire) au bétail ou à développer certaines filières en vue de la commercialisation de la viande. Les projets dans le domaine de la sécurité alimentaire développent des mécanismes de transferts (en espèce ou en nature), ainsi que des mécanismes de gestion et de prévention des crises alimentaires.

Quelques résultats clés atteints par les projets sur le terrain :

- **125** associations d'agriculteurs et d'éleveurs tchadiennes ont été formées afin de promouvoir une utilisation raisonnée et durable des ressources agro-pastorales en créant des emplois pour la jeunesse ;
- **2 224** éleveurs de la région de Gao au Mali ont bénéficié d'aménagements hydro-agricoles ;
- **8 000** producteurs sahéliens ont été mis en relation avec des consommateurs à travers un système alimentaire afin de créer des opportunités pour les producteurs vulnérables ;
- **15 146** têtes de bétail ont été fournies et vaccinées au Niger ;
- **11 600** producteurs nigériens ont reçu des semences améliorées de mil, sorgho, niébé et souchet.

Autonomisation économique des femmes agricultrices au Mali



ACCÈS DES FEMMES AUX MOYENS DE PRODUCTION POUR UNE AGRICULTURE RÉSILIENTE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES (AGRIFED)

Ce programme d'ONUFEMMES facilite l'accès des femmes aux moyens de production agricole en mettant le renforcement des capacités de résilience des agricultrices au centre de ses interventions. Objectif : renforcer l'autonomie de **25 000** femmes urbaines et rurales faisant face aux vulnérabilités socio-économiques.

Des activités de plaidoyer auprès de diverses parties prenantes sont organisées, impliquant les chefs de village, les autorités administratives et d'autres dirigeants et membres de la communauté. Grâce à l'appui financier du Luxembourg, ONU Femmes a pu lancer en avril 2019 une plateforme simple et adaptée pour renforcer la commercialisation des produits agricoles des femmes rurales. La plateforme « Buy From Women » est une innovation open source d'ONU Femmes qui met à disposition des agricultrices et transformatrices une application mobile et web leur permettant d'accéder plus facilement à l'information, à la formation, aux opportunités de financement et aux

marchés nationaux et internationaux. La plateforme a d'ailleurs été sélectionnée parmi 700 projets pour être représentée à l'occasion du Forum de Paris sur la Paix en novembre 2019.

De plus, mettant l'accent sur le renforcement des capacités en matière de systèmes de production durables et modernes, le programme a contribué au renforcement de nouvelles compétences pour **11 385** agricultrices sur les pratiques agricoles durables.

culture la pomme de terre, la tomate, le piment, etc. qui aident beaucoup la sécurité alimentaire des ménages et contribuent à la réduction de la malnutrition des enfants, de la pauvreté et renforcent nos budgets. Nous connaissons aujourd'hui le calendrier réel des activités maraîchères grâce au projet. En plus, ce projet nous rapproche et renforce nos relations dans notre communauté (...) »

ALPHONSINE DEMBELE

« (...) Je suis dans le maraîchage depuis plus de 20 ans. Nous ne connaissons que la production de l'échalote selon nos pratiques traditionnelles. Je n'avais aucune connaissance sur les techniques de production maraîchère. Grâce au programme AgriFeD (...), nous avons acquis de nouvelles connaissances qui améliorent les productions et augmentent nos revenus. Mieux le programme nous a permis de diversifier nos productions maraîchères avec l'introduction de la

-  MALI
-  LUXEMBOURG / ONUFEMMES
-  2016 - 2021
-  3 950 000 €
-  FEMMES / POPULATIONS RURALES



Développement inclusif du secteur agricole au Burkina Faso



PROJET D'APPUI À LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE À L'EST DU BURKINA FASO (PSAE)

Associant sous la houlette du Ministère burkinabè de l'Agriculture et des Aménagements Hydro-agricoles toute une palette d'acteurs, le projet PSAE met en place une large gamme d'activités. Objectif ? Améliorer les conditions de vie des populations rurales de la région Est en augmentant la productivité des structures agropastorales et en renforçant la sécurité alimentaire. À travers la réalisation et la mise en valeur d'infrastructures et l'accompagnement de la formation des producteurs, le projet contribue à l'augmentation de la productivité des systèmes de production agricole et d'élevage. **33** km de pistes rurales en travaux haute intensité de main d'œuvre et **42** km de pistes classiques ont été construits, permettant le désenclavement des territoires reculés. De plus, **18** bas-fonds ont été aménagés pour soutenir l'agriculture pluviale et les magasins de stockage connexes. Un effet secondaire de ces activités est l'augmentation des revenus des populations et la stimulation de l'économie locale. Afin d'apporter un appui particulier à la création d'emploi des

jeunes, **10** tracteurs et **300** motoculteurs ont été distribués à des coopératives de jeunes entrepreneurs agricoles, accompagné par des formations ciblées. Visant la région Est du Burkina Faso - une région rattrapée ces dernières années par de graves problèmes d'insécurité -, le projet encourage la coexistence pacifiée des agriculteurs et des éleveurs, en facilitant la gestion durable de l'espace et du foncier et en réduisant les conflits autour de l'utilisation des ressources. Tous les ouvrages créés dans le cadre du projet, tels que des points d'eau pour le ravitaillement du bétail ou de parcs à vaccination, font l'objet de procédures de régularisation foncière. Grâce à cette démarche inclusive, et à cette concentration des moyens sur un territoire défini, même dans un contexte dégradé, les résultats sont tangibles. Le projet est un modèle de construction partenariale pour apporter des solutions complètes aux problèmes que rencontre le secteur agricole dans cette région du pays particulièrement touchée par la malnutrition.

	BURKINA FASO
	AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT (AFD)
	2016 - 2022
	48 000 000 €
	JEUNES / POPULATIONS RURALES



Bassin du Lac Tchad : protection de l'environnement et résilience



PROGRAMME DE RÉHABILITATION ET DE RENFORCEMENT DE LA RÉSILIENCE DES SYSTÈMES SOCIO-ÉCOLOGIQUES DU BASSIN DU LAC TCHAD (PRESIBALT)

Le bassin du Lac Tchad demeure une zone très fragile et exposée à divers stress, que le changement climatique et les facteurs anthropiques ont accentué. L'ampleur de la situation exige donc une approche d'intervention à l'échelle régionale. Le programme PRESIBALT est une opération régionale qui améliore la résilience des populations vulnérables dépendant des ressources naturelles du bassin du Lac Tchad. Les interventions ciblent le Cameroun, le Niger, le Nigeria, la République centrafricaine et le Tchad.

Au Tchad, le programme réalise des travaux d'aménagements importants pour améliorer l'hydraulicité des tributaires du Chari-Logone et de la Komadougou-Yobé afin de revitaliser les plaines d'inondation et préserver les écosystèmes et la biodiversité. Grâce au projet, **60** ha de Petits Périmètres Irrigués Villageois (PPIV). **36** forages ont également été construits. Plaçant la protection et le renforcement de la résilience des systèmes socio-écologiques au cœur du programme, des conventions ont été signées avec l'UNESCO

et SOS ELEPHANT pour, entre autres, créer des aires protégées dans la partie tchadienne du bassin. Les conventions ont également permis d'effectuer des études sur la variabilité hydro-climatique au sein du bassin du lac Tchad, de former 10 maîtres communautaires sur l'éducation environnementale et de mettre en terre un total de **3 000** plants.

Un centre de miellerie est également en construction et **250** personnes des communautés bénéficiaires ont été formées en apiculture.

Le programme est mis en œuvre à travers une approche modulaire afin de tenir compte du contexte sécuritaire et de l'extrême urgence à réaliser des actions de sauvegarde de l'environnement et des activités économiques pour les populations. Cette approche permet d'adapter la mise en œuvre du programme en fonction de différents niveaux de sécurité et selon les spécificités locales.



TCHAD



BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT (BAD)



2016 - 2021



6 500 000 €



POPULATIONS VULNÉRABLES DÉPENDANT DES RESSOURCES NATURELLES DU BASSIN DU LAC TCHAD



Accès à l'énergie



LE SAHEL JOUIT D'UN ÉNORME POTENTIEL EN ÉNERGIES RENOUVELABLES

Le taux d'électrification dans l'ensemble des pays du G5 Sahel est d'environ 20%. Un taux deux fois inférieur à la moyenne de l'Afrique subsaharienne et quatre fois inférieur à la moyenne mondiale.

Le secteur reste largement caractérisé par l'absence de concurrence et une production trop limitée pour faire face à la demande. L'amélioration des services publics d'électricité passe donc par une gestion plus efficace du secteur, afin de réduire les pertes, améliorer la santé financière des opérateurs, encourager les investissements du secteur privé et de faire en sorte que les populations aient accès à une électricité fiable, propre et à un coût abordable. L'innovation est l'autre facteur clé de développement du secteur électrique. Il faut trouver des solutions innovantes pour réduire le coût des énergies nouvelles, améliorer l'efficacité des réseaux, accroître la compétitivité des opérateurs, appareils, numériser les infrastructures et les services décentralisés.

Indicateur	Nombre de personnes ayant bénéficié d'un accès électrique ou d'un accès électrique amélioré grâce au soutien des membres de l'AS	Nombre de foyers bénéficiant d'un accès aux services électriques hors réseau	Capacité renouvelable installée (MW)	Capacité de transfert supplémentaire entre les pays de l'Alliance (MW)
Résultat	554 233	146 302	54	Non renseignés

81 PROJETS « ACCÈS À L'ÉNERGIE » FONT PARTIE DU PORTEFEUILLE DE L'ALLIANCE.

35 projets ont été inclus dans l'exercice de collecte et d'agrégation des résultats. Les projets d'accès à l'énergie, consistent en des activités visant à augmenter : la production d'énergie; l'accès à l'électricité des populations et le renforcement des capacités dans la gestion des entreprises publiques d'électricité.

Quelques résultats clés atteints par les projets sur le terrain :

- **17 548** lanternes solaires ont été distribuées dans des zones rurales au Mali afin d'élargir l'accès aux services énergétiques ;
- **35 458** nigériens ont eu un accès à l'électricité amélioré ;
- **14 718** installations domestiques de biogaz ont été fournies au Burkina Faso.

Décentralisation et services de base



SOUTENIR L'AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE VIE DANS LES RÉGIONS LES PLUS ISOLÉES

La disponibilité et la qualité des services publics de base sont globalement faibles dans les pays du G5 Sahel. La région affiche un taux élevé de mortalité infantile, l'accès à l'eau potable, aux soins de santé primaire ou à la protection sociale reste très limité. La fourniture de ces services permettrait d'accélérer le développement de la région, mais également de restaurer ou d'accroître la confiance des citoyens dans les institutions publiques et dans leur légitimité. La décentralisation et déconcentration des services publics permettraient de mieux assurer la fourniture de ces services et de rapprocher les élus et les administrations de leurs citoyens, grâce au transfert des compétences et des moyens afférents au niveau des collectivités locales et des territoires.



34

Indicateur	Nombre de personnes ayant bénéficié d'un accès amélioré à des services d'approvisionnement en eau potable grâce au soutien des membres de l'AS	Nombre de personnes ayant bénéficié d'un accès amélioré à des services d'assainissement	Nombre d'enfants vaccinés	Nombre de femmes en âge de procréer utilisant une méthode de planification familiale	Nombre d'infrastructures médicales (hôpitaux, maisons de soins, centres médicaux etc.) ayant bénéficié du soutien des membres de l'AS
Résultat	5 363 385	1 595 320	3 397 996	661 211	520

252 PROJETS «DÉCENTRALISATION ET SERVICES DE BASE» FONT PARTIE DU PORTEFEUILLE DE L'ALLIANCE.

144 projets ont été inclus dans l'exercice de collecte et d'agrégation des résultats. Les projets dans le domaine de la décentralisation et des services de base couvrent plusieurs secteurs – eau, assainissement, santé, activité économique. Dans le domaine de l'eau potable, les activités portent essentiellement sur des infrastructures. Pour l'assainissement, il s'agit d'activités de travaux ou de développement de services (collecte des déchets). Les activités liées à la santé portent sur des actions ciblées (vaccination, contraception), la réalisation d'infrastructures et des formations

du personnel de santé.

Quelques résultats clés atteints par les projets sur le terrain :

- **1 609** acteurs mauritaniens de la décentralisation (maires, conseillers municipaux, administrateurs municipaux) ont été formés à des méthodes de gestion efficace des collectivités en Mauritanie ;
- **31 500** maliennes ont bénéficié d'accouchements assistés par du personnel qualifié ;
- **2 523** latrines ont été construites au Tchad ;
- **20 000** installations de stockage de l'eau ont été construites au Mali ;
- **127 500** nigériens ont reçu un accès amélioré aux services administratifs.

Solutions locales pour une gestion durable des migrations



PROJET DE RENFORCEMENT DE LA GESTION DURABLE DES CONSÉQUENCES DES FLUX MIGRATOIRES (PROGEM)

Les capacités des collectivités territoriales situées sur les principaux axes migratoires au Niger nécessitent d'être renforcées. En effet, les impacts socio-économiques de la migration et des déplacements forcés doivent être mieux gérés et un meilleur accès aux services de base est indispensable pour les communautés d'accueil et les migrants. Avec le soutien du programme ProGEM, **18** communes et **3** régions ont mis en place des observatoires locaux, regroupant les maires, les principaux élus municipaux et régionaux, des agents techniques locaux ainsi que des représentants de la société civile. En tant qu'outil de conseil interne, ils aident les communes et les régions à collecter systématiquement des informations et à analyser les effets de la migration. Sur cette base, ils proposent des mesures de développement appropriées bénéficiant à la fois aux communautés d'accueil et aux migrants. La reconnaissance des impacts positifs et négatifs de la migration a contribué à dépolieriser le phénomène, renforçant la cohésion sociale.

À travers ce programme, l'économie locale

a été stimulée avec la création de **4 500** emplois temporaires et la construction de **87** infrastructures sociales et économiques. Plus de **300 000** personnes ont un accès amélioré aux services de base et aux opportunités économiques et **70 315** personnes ont participé à des activités de prévention des conflits et de consolidation de la paix. Plus de **850** agents municipaux, élus et acteurs de la société civile ont été formés à plusieurs reprises sur des sujets liés aux migrations.

« Je suis vendeuse de spaghetti que je prépare chez moi. Auparavant le marché était restreint, et il y avait moins de clients, j'utilisais un sac de 50kg de farine pour la production de mes pâtes chaque deux semaines, et souvent il y avait des restes. A présent les choses se sont améliorées : j'utilise 1 sac de 50kg chaque semaine pour la production de mes ventes. »

HOUWEIKA KOURNI, COMMERÇANTE



NIGER



UNION EUROPÉENNE / ALLEMAGNE



2016 - 2021



38 500 000 €



COMMUNAUTÉS HÔTES / MIGRANTS / RETOURNÉS



La gouvernance participative locale au coeur du développement



PROJET DE RENFORCEMENT DE LA RÉSILIENCE ET DE LA COHABITATION PACIFIQUE AU TCHAD (PRCPT)






De nombreuses dynamiques positives peuvent être observées dans l'approche d'une planification participative. Grâce à l'appui financier et technique, les structures de gouvernance locale voient leur responsabilité renforcée en matière de planification inclusive du développement, l'élaboration et l'actualisation des Plans de Développement Locaux et Communaux. Le programme a contribué à assurer une participation significative des femmes et des jeunes dans ce processus de planification, et a soutenu un total de **70** structures administratives locales, communales et cantonales, dont 86% sont fonctionnelles.

Locaux et Communaux, prenant en compte les besoins réels des populations et les intérêts des groupes vulnérables. **200** infrastructures sociales ont été construites ou réhabilitées et **256 160** personnes ont un accès amélioré aux services sociaux de base. Un total de **18 027** personnes ont été soutenues pour développer des activités économiques génératrices de revenus et **6 994** emplois ont été créés avec le soutien du programme.

que nous recevons de la part de la GIZ / PRCPT à travers son personnel qui est quotidiennement avec nous sur le terrain. Ce n'est pas de l'argent que nous voulons, mais des idées novatrices pour nous permettre de rehausser nos revenus. >>>

A. HASSAN,
MEMBRE DU GROUPEMENT MANZOULA

« Le projet PRCPT nous a sélectionnés afin de bénéficier en novembre 2017 d'intrants agricoles. Tous ces appuis ont contribué à changer la situation économique en général du groupement et particulièrement à l'amélioration de mes conditions de vie. Nos productions ont augmenté effectivement grâce à l'efficacité de la mise en œuvre des bios pesticides tels que conseiller par l'animateur du PRCPT. (...) Il n'y a rien de plus important que l'encadrement technique, institutionnel

-  TCHAD
-  UNION EUROPÉENNE / ALLEMAGNE
-  2016 - 2022
-  28 550 000 €
-  POPULATIONS VULNÉRABLES / JEUNES / FEMMES

L'objectif de cette initiative ? Réduire les facteurs de déstabilisation transfrontalière pour améliorer les conditions de vie des populations dans les zones d'intervention, renforcer leurs capacités de résilience et d'accroître les opportunités économiques. Le programme soutient la mise en œuvre des actions de développement ressorties et priorisées dans les Plans de Développement



Un système de protection sociale inclusif en Mauritanie



PROJET D'APPUI AU SYSTÈME DE FILETS SOCIAUX EN MAURITANIE

Ce projet soutient la mise en place des principaux piliers du système national de protection sociale en Mauritanie : la fourniture de transferts monétaires aux ménages pauvres ciblés. Plus particulièrement, il apporte un appui au gouvernement mauritanien dans le déploiement du Registre Social, du programme de transferts sociaux TEKAVOUL, et du programme de filets sociaux réactifs aux chocs, ELMAOUNA. Le Registre Social est un outil d'identification des ménages les plus pauvres de Mauritanie, comptant actuellement environ **175 000** ménages enregistrés. Cet outil aide à cibler plus efficacement les interventions sociales. Par exemple, le Registre Social a permis de toucher les populations les plus reculées du pays dans le cadre de la réponse à l'urgence sanitaire de la covid-19. Environ **43 000** ménages (soit **260 000** individus), en situation d'extrême pauvreté, ont bénéficié de transferts d'argent dans le cadre du programme TEKAVOUL. Au totale, **94,5%** des bénéficiaires de ce

projet ont participé à des activités de promotion sociale, qui traitent de thèmes importants, tels que l'hygiène, la nutrition et la protection de l'enfant. Le projet a fourni un cadre de réflexion pour la mise en place du programme ELMAOUNA, un dispositif permanent de prévention, d'alerte précoce et de réponse aux chocs d'insécurité alimentaire et nutritionnelle. Ce dispositif permet de mieux anticiper les crises et d'éviter les réponses dans l'urgence. En 2019, **3 800** ménages ont bénéficié de transferts monétaires pendant la période de soudure (de juin à septembre 2019) en utilisant les outils de protection sociale (Registre social, plateforme de paiement TEKAVOUL). Le leadership féminin a été encouragé à travers un programme pilote visant à promouvoir l'entrepreneuriat féminin. Ainsi, plus de **2000** femmes ont pu recevoir un accompagnement technique (formations) ou en appui financier. Un deuxième volet du projet «Filets sociaux» sera mis en oeuvre de 2020 à 2025.

	MAURITANIE
	BANQUE MONDIALE
	2015 - 2020
	25 000 000 €
	POPULATIONS VULNÉRABLES



Une approche novatrice ancrée dans la communauté au Niger



PROJET D'APPUI À LA POPULATION ET À LA SANTÉ AU NIGER

Une initiative centrée sur les communautés, qui stimule l'offre et la demande en services de santé reproductive, maternelle, infantile et adolescente de qualité, ainsi qu'en conseils nutritionnels dans cinq régions vulnérables du Niger. L'objectif ? Abaisser les taux de mortalité maternelle et infantile et améliorer la planification familiale au profit du développement des enfants, de l'émancipation des femmes et de la réduction de la pauvreté.

Depuis son lancement, le projet a permis d'augmenter le nombre de femmes enceintes se tournant vers des professionnels de santé qualifiés et de multiplier par trois le nombre de femmes âgées de 15 à 49 ans qui utilisent des moyens de contraception modernes. Par ailleurs, **10 %** de nourrissons supplémentaires ont été vaccinés contre la rougeole et le nombre de nouveau-nés dont la courbe de croissance fait l'objet d'un suivi et de conseils nutritionnels est passé de **1 300** en 2014 à plus de **360 000** en 2018.

« Avant, j'accouchais à la maison. S'il y avait un problème, il n'y avait personne pour m'aider. Depuis que le projet a été lancé, je préfère accoucher à la clinique, car je sais que si j'ai besoin d'assistance, on s'occupera de moi. »

ALIMATOU IDRISSE

La réussite du projet repose sur des initiatives à résultats rapides (RRI), une approche novatrice de résolution des problèmes qui favorise une réflexion, des expérimentations et des modes de collaboration originaux, ancré dans la communauté. Chaque RRI se focalise sur un objectif unique et concret, et rassemble diverses parties prenantes, telles que les autorités locales et religieuses, des professionnels de santé, et membres de la communauté pour réaliser les actions dans un délai de 100 jours. Ces initiatives se déroulent plusieurs fois par an dans les centres de santé afin de tester de nouvelles façons d'améliorer l'efficacité des services de santé.

Afin d'atteindre des résultats durables, le projet apporte un appui à l'éducation des filles et adolescentes en les dotant de connaissances et de compétences nécessaires pour améliorer leur autonomisation. Ces activités de sensibilisation du projet couvrent **684** villages. Sur la période 2016-2022, **7 700** filles d'âge scolaire bénéficieront de la bourse scolaire et des kits d'hygiène.

-  NIGER
-  BANQUE MONDIALE
-  2015 - 2021
-  87 000 000 €
-  FEMMES / FILLES



Gouvernance



Les pays du G5 Sahel sont confrontés à un déficit de gouvernance institutionnelle, territoriale et financière. Les citoyens réclament plus de justice et des institutions publiques redevables et en phase avec leurs besoins. Ils souhaitent aussi participer davantage à la vie démocratique de leur pays. Du fait des lenteurs administratives, de la corruption et de la faible redistribution des ressources, les citoyens ont peu confiance dans leurs institutions et leurs gouvernements. L'Alliance Sahel peut contribuer, avec l'aide des Etats et l'appui de la société civile, à renforcer le contrat social à chaque échelon territorial.

Indicateur	Nombre de magistrat.e.s, juges, avocat.e.s et greffier.e.s ayant reçu une formation	Nombre d'organisations de la société civile (y compris OSC, médias, leaders d'opinion) ayant reçu un appui des partenaires de l'AS
Résultat	2 374	1 264

155 PROJETS « GOUVERNANCE » FONT PARTIE DU PORTEFEUILLE DE L'ALLIANCE.

83 projets ont été inclus dans l'exercice de collecte et d'agrégation des résultats. Ces projets portent principalement sur : l'Etat de droit (justice, droits des enfants) ; la gouvernance financière (fiscalité locale) et la participation citoyenne.

Quelques résultats clés atteints par les projets sur le terrain :

- **132** infrastructures maliennes ont été réhabilitées dont des commissariats de police, des prisons et des résidences professionnelles ;
- **12** maisons d'arrêt ont été réhabilitées au Tchad ;
- **2 992** mauritaniens ont reçu une assistance administrative dans le cadre du programme « Advancement of Human rights and dialogue in Mauritania ».

Soutenir le redéploiement des services aux citoyens dans les régions Nord et Centre du Mali



PROJET DE RESTAURATION DE L'AUTORITÉ DE L'ETAT ET ACCÈS À LA JUSTICE AU MALI

Cette initiative soutient le retour des fonctions essentielles de l'Etat malien dans les régions du Nord et du Centre à travers un appui apporté au redéploiement des services de l'administration, des magistrats et des forces de sécurité. **146** bâtiments des structures étatiques, telles que l'Administration territoriale, les Collectivités territoriales et les services judiciaires, ont été réhabilités et équipés. La qualité des infrastructures réhabilités ou construits a été un facteur distinctif de la présence réaffirmée de l'Etat grâce à un personnel technique qualifié et à un suivi régulier et rapproché des travaux de réhabilitation et de construction. En privilégiant les travaux à haute intensité de main d'œuvre rémunérés, le projet a également favorisé les conditions nécessaires à la revitalisation de l'économie locale.

185 fonctionnaires des services de l'Etat dont **34** femmes ont été formés. Le projet a également contribué à l'amélioration des conditions de travail des agents à travers la mise à disposition de **200** kits de matériel informatique et bureautique et de

mallettes de documents et textes usuels fondamentaux.

De plus, afin de restaurer la confiance entre les services publics et les citoyens en leur assurant un minimum d'activités génératrices de revenus de subsistance, plus de **4 000** emplois temporaires ont été créés par 15 entreprises locales et **9** microprojets ont été réalisés au profit de **447** ménages, dont **333** femmes chefs de ménage. Près de **90 %** des bénéficiaires directs et indirects ont déclaré être satisfaits des différentes réalisations du projet.

« Notre bâtiment était très petit, ça ne pouvait pas couvrir tous les besoins de nos services. Nous avons bénéficié d'un agrandissement et d'une salle de conférence, ainsi que de beaucoup de réalisations qui n'existaient pas avant (...) Nous sommes très satisfaits et nous sommes dans des conditions permettant de mieux travailler aujourd'hui. »

DEMBA KONTA,
2^e ADJOINT AU MAIRE
DE LA COMMUNE DE YOUWAROU

	MALI
	NORVÈGE / PAYS-BAS / MINUSMA / PNUD
	2014 - 2020
	11 500 000 €
	AGENTS ÉTATIQUES



Faciliter la transformation structurelle de l'économie burkinabè



APPUI AU DÉVELOPPEMENT DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (TIC) AU BURKINA FASO

Pour soutenir la décentralisation et la transformation de l'économie au Burkina Faso, l'efficacité et l'accessibilité de l'offre de services de communication électronique doivent être améliorée sur toute l'étendue du territoire du Burkina Faso. Avec l'appui de ce projet, les capacités organisationnelles de l'Agence nationale de promotion des technologies de l'information et de la communication (ANPTIC) dans la gestion des ressources humaines, procédures administratives et opérationnelles ont été renforcées. Deux manuels techniques ont été élaborés et un document de vision stratégique a été consolidé. Le projet soutien l'ANPTIC dans sa mission de réalisation des programmes de développement des technologies de l'information et de la communication (TIC) du gouvernement burkinabè. **400** bâtiments administratifs ont été connecté au réseau informatique, et le câblage informatique de **707** bâtiments administratifs est actuellement en cours pour l'interconnexion de **10 000** utilisateurs. Au total, un taux de

couverture de **78 %** de l'administration en services de communication électronique a pu être atteint.

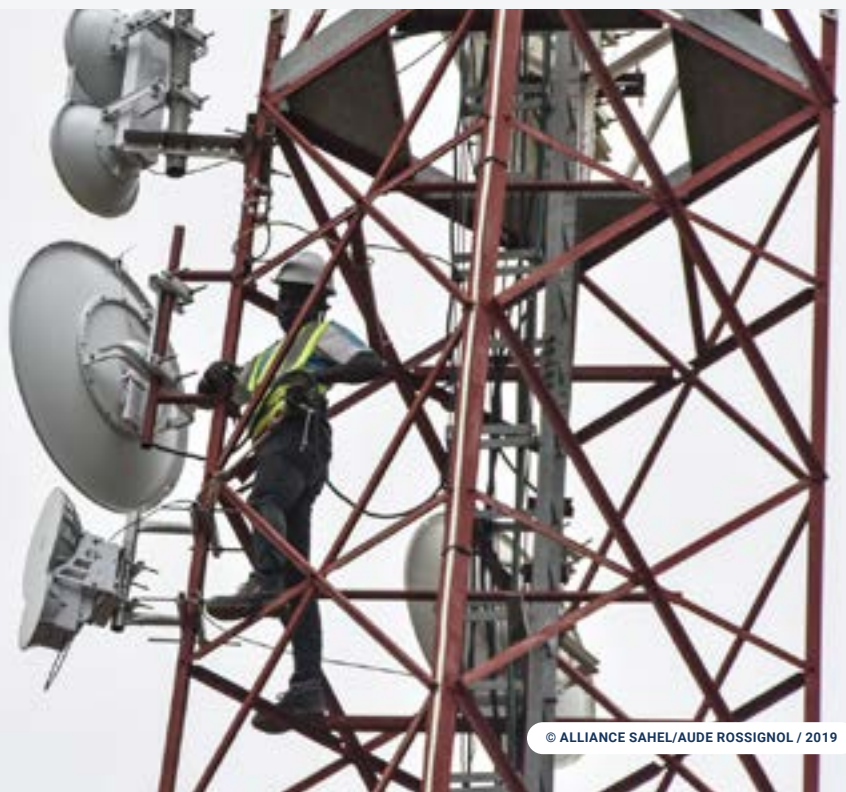
« Ce système nous permet de disposer effectivement non seulement d'une mémoire mais aussi d'une accessibilité rapide aux données dont nous avons besoin pour le pilotage du système éducatif. Si le système est interconnecté aux administrations scolaires, nous pourrions par exemple se connecter à la Direction Régionale du Sahel et rapidement mettre à jour les informations si école qui fonctionnait ne fonctionne plus et agir. Ce qui permet rapidement de réagir. »

F. SAWADOGO,
DG DES ÉTUDES ET DES STATISTIQUES
SECTORIELLES DU MINISTÈRE
DE L'ÉDUCATION NATIONALES

Afin de désenclaver le Burkina Faso, le projet vise également le développement du réseau de télécommunication existant, le Réseau informatique national

de l'administration (RESINA+), par technologie satellitaire, et vise à le rendre accessible sur tout le territoire pour fournir un accès à l'internet aux populations qui en sont privées en raison de leur situation géographique. A ces fins, cinq stations satellitaires ont été déployées au profit du RESINA+ pour l'extension et le renforcement de la bande passante. De plus, **65** pylônes ont été installés pour déployer le réseau.

-  BURKINA FASO
-  LUXEMBOURG
-  2017 - 2020
-  22 300 000 €
-  PERSONNEL DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE / POPULATIONS RURALES



Une approche communautaire pour la protection des femmes et des filles



POUR UNE VIE SANS VIOLENCE ET SANS DISCRIMINATION À L'ÉGARD DES FEMMES ET DES JEUNES FILLES DANS LE CERCLE DIÉMA AU MALI

A travers la forte implication d'un large éventail d'acteurs, tels que les autorités locales, religieuses, traditionnelles et sanitaires, ainsi que les organisations de la société civile et les directions de la santé, le projet est ancré dans un réseau local et assure une durabilité des actions mises en œuvre dans le cadre du projet. Objectif ? Contribuer à l'éradication des pratiques traditionnelles néfastes, particulièrement les mutilations génitales féminines et les mariages précoces forcés, dans 7 communes du Cercle de Diéma dans la région de Kayes au Mali.

7 Comités pour la Défense des Droits des Femmes (CDDM), dans chacune des 7 communes d'intervention, ont été créés. Les comités mènent des actions de plaidoyer et de médiation entre la population et les autorités locales afin de résoudre des conflits liés aux mariages forcés, à la scolarisation des filles, à l'âge minimum du mariage, à la documentation civile des mariages, etc. Une sensibilisation large de la

population du Cercle de Diéma a été atteinte à travers des campagnes de sensibilisation menées auprès de **17 604** personnes et des institutions publiques (maires, directeurs d'école, personnel de santé) et des acteurs traditionnels (imams, « chef de village », conseillers matrimoniaux, agents communautaires). Un appui a été apporté aux responsables locaux et communautaires pour prendre en charge les activités de sensibilisation dans leurs communautés.

Le projet soutient directement la mise en œuvre du Programme National de Lutte contre la Pratique de l'Excision (PNLE) de l'Etat malien en le promouvant auprès des institutions publiques dans la zone d'intervention. Le projet a également contribué à la signature de deux déclarations en faveur de l'abandon de la pratique de l'excision et à la signature de trois déclarations contre le mariage précoce dans des communes du Cercle de Diéma.

	MALI
	AECID (ESPAGNE)
	2017-2019
	273 051 €
	FEMMES / FILLES



Sécurité intérieure



La multiplication des menaces transfrontalières dans l'espace sahélien (terrorisme, trafics, crime organisé) pèse sur les forces de sécurité intérieure qui manquent de moyens humains, financiers et matériels, et ont du mal à définir des priorités communes claires. L'Alliance Sahel intervient notamment sur le volet de justice et Etat de droit qui est au cœur du nexus développement-sécurité, afin d'établir une relation de confiance entre les FSI et les citoyens, tout en renforçant leurs capacités.

Indicateur	Nombre de membres des forces de sécurité intérieure (police, gendarmerie et garde nomade lorsqu'il y en a une) ayant bénéficié de formations visant à renforcer les capacités opérationnelles, judiciaires et administratives.
Résultat	677

51 PROJETS « SÉCURITÉ INTÉRIEURE » FONT PARTIE DU PORTEFEUILLE DE L'ALLIANCE.

22 projets ont été inclus dans l'exercice de collecte et d'agrégation des résultats. Les projets dans le domaine de la sécurité intérieure portent sur des activités de formation et de renforcement des capacités des structures en charge des questions de sécurité et de police.

- **859** membres des institutions gouvernementales tchadiennes ont été formés à la gestion de la sécurité et des frontières, la prévention des conflits et la protection des civils ;
- **106** acteurs des institutions gouvernementales nigériennes ont été formés dans le domaine de la gestion des frontières et de la sécurité ;
- **263** membres des collectivités locales burkinabés incluant des enseignants, des travailleurs de la santé, des agriculteurs ou des vétérinaires ont vu leurs capacités renforcées afin d'améliorer la qualité de leurs services.

Lutte contre les violences basées sur le genre



RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DE LA POLICE MAURITANIE EN MATIÈRE DE TRAITEMENT DES VIOLENCES BASÉES SUR LE GENRE (VBG)

Depuis son démarrage en 2017, le projet travaille en étroite partenariat avec la police mauritanienne à Nouakchott et Nouadhibou. Depuis 2020, l'intervention a été élargie pour couvrir également Rosso, Sélibabi, Aïoun, Kiffa et Aleg. Le projet intervient au niveau de la police mauritanienne, notamment la brigade de mineurs, pour mettre en œuvre des activités de sensibilisation aux violences sexuelles et pour améliorer et renforcer les procédures de traitement des cas de VBG.

Grâce au projet, un manuel de procédures pour le traitement des cas de VBG, conforme aux standards internationaux et nationaux, y compris des procédures de prise en charge, référencement et gestion de données, a été créé et mis à disposition de la police. Ces outils ont contribué à améliorer les capacités des policiers à apporter une réponse adéquate aux victimes et à sensibiliser les agents policiers au phénomène des VBG et surtout des violences sexuelles. Il a également contribué à une amélioration de la collaboration institutionnelle avec les

services de santé pour la prise en charge médicale des victimes. Les nouvelles zones d'intervention profitent des outils développés lors de la première phase du projet et d'un partage de connaissances par les services de police de Nouakchott et Nouadhibou. De plus, la coordination et le partage d'information entre les régions (wilayas) reçoit un soutien spécifique. L'unité policière espagnole spécialisée en matière des violences contre les femmes soutient directement le projet par le partage de connaissances et d'expériences avec la police mauritanienne. Il s'agit particulièrement de la collecte et l'analyse de données sur les cas de VBG afin de les valoriser pour une protection plus adaptée.

Afin de renforcer la prévention des VBG, le projet a soutenu la police à Nouakchott et Nouadhibou dans le développement d'un plan de prévention des VBG avec l'implication des acteurs clés pour la protection des droits (autorités locales, société civile, personnel de justice et police). Ce plan, qui sera révisé pour l'adapter aux

nouvelles zones d'intervention, permet de condamner les violences publiquement et d'accroître la sensibilisation aux VBG. L'action contribue par d'ailleurs à améliorer l'image publique des policiers en tant qu'agents de protection au service des populations. La création d'un cabinet de presse spécialisé dans le traitement médiatique des VBG au sein de la police renforcera davantage la déstigmatisation sociale.

-  MAURITANIE
-  AECID
-  2017-2021
-  PHASE 1 : 95 000 €
PHASE 2 : 211 573,68 €
-  FEMMES / FILLES / GARÇONS



Genre



En adoptant la Feuille de route Genre de l'Alliance Sahel en 2019, les membres se sont engagés à renforcer le dialogue avec leurs partenaires sur cette thématique transversale, afin de mieux prendre en compte les préoccupations et les enjeux liés au genre. Ils se sont également engagés à mettre en place des projets et programmes dédiés au genre et à plaider au niveau politique en vue d'une meilleure prise en compte des droits des femmes et des filles. L'engagement des membres et observateurs de l'AS s'appuie également sur les partenaires du G5 Sahel, tant au niveau du Secrétariat Exécutif du G5 Sahel, qu'à travers la plateforme des femmes du G5, et les initiatives portées localement au niveau de chacun des pays du G5 Sahel. L'Alliance Sahel, à travers son appui multisectoriel et ses principes d'intervention, s'engage à accompagner les pays et le secrétariat exécutif du G5 Sahel dans leurs efforts pour adopter un cadre institutionnel et juridique favorable et des politiques publiques volontaristes en matière de promotion de l'égalité homme-femme et de protection des droits des femmes et des filles afin d'accélérer la mise en œuvre pour davantage de résultats à destination des populations les plus vulnérables.

CET ENGAGEMENT SE TRADUIT PAR DES RÉALISATIONS CONCRÈTES SUR LE TERRAIN :

- **26 540** adolescentes et femmes sahéniennes ont bénéficié d'interventions pour l'autonomisation économique (formation professionnelle, crédit, subvention d'actifs productifs) ;
- **906 166** adolescents et adolescentes maliennes ont été informées sur les services de planification et de santé reproductifs et sexuels ;
- **52** relais communautaires tchadiens ont été formés en matière de santé et de la reproduction.



Investir dans un avenir meilleur pour les filles



PROJET POUR L'AUTONOMISATION DES FILLES ET LE DIVIDENDE DÉMOGRAPHIQUE AU SAHEL (SWEDD)

L'objectif du projet ? Améliorer l'autonomisation des femmes et des filles et leur accès aux services de santé reproductive, infantile et maternelle de qualité afin d'aider à accélérer la transition démographique et réduire les inégalités entre les sexes dans le Sahel.

Une des priorités du projet SWEDD est d'investir dans l'éducation et la formation professionnelle des filles et des femmes. Depuis le lancement du projet, plus de **100 000** filles en situation précaire ont bénéficié du soutien du projet sous la forme de kits scolaires, de bourses, d'hébergement ou de soutien scolaire. De plus, un total de **99 074** femmes a bénéficié d'une formation professionnelle.

discrimination et aux violences faites aux femmes. Plus de **4 millions** de personnes ont été sensibilisées aux questions de mariages précoces, de santé reproductive, maternelle et infantile et de violence contre les femmes. Une sensibilisation spéciale a été atteinte à travers les « écoles des maris » où se réunissent des hommes pour discuter et apprendre sur des sujets qui touchent à la vie du foyer et au planning familial pour qu'ils contribuent pleinement à la promotion du bien-être de la mère et de l'enfant. Plus de **1 640** écoles des maris ont déjà été créés dans l'ensemble des pays du SWEDD.

-  BÉNIN / BURKINA FASO / TCHAD / CÔTE D'IVOIRE / MALI / MAURITANIE / NIGER
-  BANQUE MONDIALE
-  2015-2020
-  250 000 000 €
-  FEMMES / ADOLESCENTES / FILLES

« Je suis heureuse de ne pas être forcée à m'engager dans un mariage dont je ne veux pas. Je ne souhaite pas me marier maintenant, pas avant mes 20 ans. J'ai la volonté de continuer mes études et de devenir sage-femme. C'est important d'étudier pour réussir dans la vie. »
Réussir : c'est poursuivre ses rêves.

HAWA FALL, 15 ANS

46

Afin de promouvoir un changement des normes sociales en faveur de l'autonomisation des femmes et filles au Sahel, des activités de plaidoyer sont mises en œuvre à plusieurs niveaux, mobilisant tous les acteurs de la société : chefs religieux, agents de santé, responsables politiques, législateurs et époux, pour mettre fin à la



Un groupe de travail dédié au changement climatique

La région du Sahel est l'une des plus vulnérables aux effets du changement climatique, non seulement en raison de ses caractéristiques biophysiques, mais aussi à cause de la dégradation de l'environnement, de la pauvreté, de l'insécurité alimentaire, de la croissance démographique rapide, de l'inégalité entre les genres, de l'instabilité politique et des conflits. Le changement climatique vient exacerber vraisemblablement ces vulnérabilités existantes. Selon l'indice ND-GAIN, qui traduit la vulnérabilité d'un pays au changement climatique et à d'autres défis importants en les combinant avec sa disposition à améliorer sa résilience, tous les pays du Sahel se classent parmi les 20 % les plus vulnérables et les moins préparés au changement climatique. Trois pays (Niger, Tchad, Mali) font partie des 10 % les plus à risque. Les pays membres du G5 Sahel ont signé et ratifié l'accord de Paris sur le changement climatique et ont soumis leurs contributions déterminées au niveau national (CDN). Les secteurs prioritaires communs pour l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets, identifiés dans les plans de développement économique et les CDN respectifs des pays, comprennent l'agriculture intelligente face au climat, la gestion durable des terres, la gestion de l'eau et l'amélioration de l'accès à l'énergie. Malgré l'existence d'un large éventail d'engagements nationaux en matière de changement climatique dans les pays du G5 Sahel, l'intégration du changement climatique dans les politiques sectorielles, les ministères et les plans de développement locaux est limitée, bien qu'elle varie d'un pays à l'autre. La capacité technique et

financière à mettre en œuvre les politiques, les plans et les programmes relatifs au changement climatique est également limitée, tant au niveau national que local. Parallèlement, des institutions régionales relativement fortes, des approches transfrontalières et des actions menées au niveau local fournissent des capacités d'action. Reconnaisant l'importance du climat comme une question transversale qui doit être prise en compte, l'Alliance Sahel a formellement établi un groupe de travail sur le climat en juillet 2019. L'objectif principal du groupe transversal sur le climat est de promouvoir l'intégration du changement climatique dans les interventions sectorielles de l'Alliance Sahel. Il s'agit de contribuer à ce que les vulnérabilités ne soient pas exacerbées, de prendre en compte le changement climatique dans les efforts respectifs et de s'assurer que les stratégies, programmes et projets contribuent également aux priorités et engagements nationaux en matière de lutte contre le changement climatique. Le groupe d'intégration du climat de l'Alliance Sahel est co-présidé par la Banque africaine de développement et le Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas et réunit 18 représentants des membres bilatéraux et multilatéraux. Un plan de travail commun a été élaboré. Ce groupe offre déjà une plateforme de partage des connaissances et d'informations. Il a également engagé un dialogue avec les points focaux de la CCNUCC des pays concernés et les partenaires au développement afin d'identifier les possibilités d'améliorer la mise en œuvre des CDN, tout en capitalisant sur les nouvelles opportunités de croissance verte et de plus grande résilience.

Conclusion et perspectives futures





L'Alliance Sahel fête ses 3 ans. Bien qu'encore jeune, l'initiative lancée par l'Allemagne, la France et l'Union européenne a connu un succès indéniable, regroupant en trois ans une grande part des acteurs de l'aide au Sahel. Des organes de gouvernance solides ont été mis en place, sans altérer l'agilité et la flexibilité des origines. Des partenariats ont été noués avec le G5 Sahel, qui est associé pleinement à nos décisions et dont les préoccupations doivent demeurer le fondement et le cadre de nos interventions. Des orientations et des priorités fortes ont été définies et portées au plus haut niveau politique. La pertinence de l'initiative ne fait aujourd'hui plus de doute. Mais l'Alliance doit désormais consolider son action et faire la preuve, de manière tangible et visible pour nos bénéficiaires et pour nos opinions publiques, d'une efficacité accrue sur le terrain. L'urgence de la situation, qui ne cesse de se détériorer malgré des montants d'aide croissants, nous le commande. Cette efficacité accrue passe par des approches innovantes, des modes de faire renouvelés, adaptés aux spécificités et aux contraintes du terrain, des interventions toujours plus coordonnées et cohérentes qui intègrent l'ensemble des défis auxquelles elles doivent répondre. Ces nouveaux modes d'action, et la palette d'outils qui les accompagnent, sont déjà à l'œuvre comme l'illustrent de nombreux témoignages de ce rapport. Accroître notre efficacité c'est aussi être capable de mesurer les résultats obtenus, d'évaluer les succès et les limites de notre action. C'est l'objet de ce rapport qui résume un travail considérable mené pendant près de deux ans en partenariat avec la Chaire Sahel, dont je salue la collaboration. Travail perfectible bien sûr mais qui s'est voulu le plus juste possible. La portée de l'analyse est limitée par le nombre et la

qualité des données recueillies. Mais elle permet de tirer plusieurs enseignements, par exemple que les taux d'exécution des projets, certes variables entre les secteurs et les pays, sont plus élevés que ce qu'on l'on croit généralement, que leurs impacts, très concrets, sont loin d'être négligeables (un demi-million de producteurs appuyés dans leurs activités, l'accès à l'eau potable pour 7% des habitants du G5 Sahel, plus de 1200 organisations de la société civile soutenues, ...). Elle montre aussi que les secteurs de la décentralisation et des services de base, d'une part, de l'agriculture, du développement rural et de la sécurité alimentaire, d'autre part, constituent en volume les deux principaux secteurs d'intervention de nos membres. C'est tout à fait cohérent avec les besoins des pays du G5 et les réalités de cet espace, où une majorité des habitants vivent de l'agriculture et où les services essentiels restent largement insuffisants dans les zones périphériques. Mais je voudrais plaider ici pour accentuer nos efforts en matière d'éducation et d'emploi des jeunes. Les pays du Sahel ne pourront pas relever durablement les défis auxquels ils doivent faire face si leur jeunesse n'est pas formée, n'est pas intégrée socialement et n'a pas de perspectives d'avenir. Je formule le vœu que ce rapport nous incite à faire mieux et à faire davantage, aux côtés et pour les populations sahéniennes. Cette ambition guide au quotidien l'action de l'Unité de coordination de l'Alliance, forte de la diversité disciplinaire et culturelle des femmes et des hommes qui la composent. Je sais pouvoir compter sur la détermination de la présidence de notre assemblée générale et de notre comité de pilotage opérationnel, et au-delà de tous nos membres, pour y parvenir.

ADRIEN HAYE
CHEF DE L'UNITÉ DE COORDINATION
DE L'ALLIANCE SAHEL



Mot final

50

Trois ans après sa création, l'Alliance Sahel s'est affirmée comme la principale plateforme de coordination et de concertation de la coopération internationale au développement dans la région et comme un mécanisme privilégié de dialogue avec le G5 Sahel et ses États membres. Mon accession à la présidence de l'Assemblée générale de l'Alliance Sahel a coïncidé avec une grave dégradation de la situation sécuritaire et des conditions de développement dans la région avec, comme toile de fond, la pandémie et son impact direct sur la vie des personnes. À cela s'ajoute une situation politique complexe qui fait peser de nouvelles incertitudes sur la stabilité de la région. Depuis mon élection à la présidence de cette institution, j'ai pu constater le potentiel dont dispose l'Alliance Sahel pour répondre aux énormes besoins de la région et maintenir un dialogue harmonieux et structuré avec les autorités de ces pays. Mon intention est d'élever le rôle de l'Alliance à celui d'acteur de premier plan pour le développement. Outre les priorités telles que les interventions dans les zones fragiles, la réponse à la pandémie, la sécurité

alimentaire, la résilience et le changement climatique, il faut tenir compte d'un certain nombre de questions liées à la gouvernance, aux droits humains et à la promotion de l'égalité et des droits des femmes lorsqu'il s'agit de définir notre action au Sahel. Mon pays exerce la présidence de l'Assemblée générale comme gage de son attachement à la région, qui constitue pour l'Espagne une priorité absolue. Notre implication dans cette région si proche n'est pas nouvelle : depuis des années, nous déployons des ressources et des efforts considérables pour accompagner les pays qui en font partie dans leurs processus de développement, de paix et de stabilité. Dans la conjoncture difficile qui prévaut aujourd'hui, l'Espagne a renouvelé et renforcé son engagement sur tous les fronts : politique, développement et sécurité. Sur le plan politique, cet engagement se traduit par une intense collaboration et un dialogue politique au plus haut niveau avec le G5 Sahel et ses États membres, ainsi que par une présence diplomatique accrue. Dans le domaine de la sécurité, signalons notre participation aux missions PSDC de l'UE, notre appui logistique à l'opération Barkhane,

à la MINUSMA et à la Force conjointe du G5 Sahel, ainsi que notre leadership dans l'initiative en faveur de la stabilité régionale GAR-SI Sahel, pilotée par l'UE. En matière de développement, la coopération espagnole s'appuie sur une approche intégrée du développement, en favorisant la résilience, l'accès aux services sociaux de base, le développement économique et le renforcement institutionnel, la promotion de l'égalité hommes-femmes étant au cœur de nos priorités. Notre participation à l'Alliance témoigne de notre volonté ferme de contribuer à l'objectif commun de soutenir la réalisation des objectifs de développement des pays de la région. L'Alliance Sahel est une grande famille qui compte aujourd'hui 13 membres et 11 observateurs, et qui travaille main dans la main avec le G5 et ses États membres. Je suis reconnaissante à chacun des efforts déployés pour rendre possible cette collaboration très étroite, et je suis convaincue que seul un travail coordonné et l'implication et l'appropriation de la part des pays du G5 Sahel nous permettront d'apporter une réponse appropriée aux défis qui nous attendent.

MME ARANCHA GONZÁLES LAYA
 MINISTRE ESPAGNOLE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES,
 DE L'UNION EUROPÉENNE ET DE LA
 COOPÉRATION – PRÉSIDENTE DE L'ASSEMBLÉE
 GÉNÉRALE DE L'ALLIANCE SAHEL



© ALLIANCE SAHEL 2020

Informations : www.alliance-Sahel.org / Twitter : @AllianceSahel

~~~~~

Cette publication a été produite avec le soutien financier de l'Union européenne et de l'Allemagne.  
Son contenu relève de la seule responsabilité de l'Alliance Sahel  
Imprimé sur papier recyclé.



Federal Ministry  
for Economic Cooperation  
and Development



Graphisme - mise en page : *Spade*  
spade.be